

Cour suprême

Tayeb Louh rattrapé par la justice

Tayeb Louh, ancien ministre de la Justice, est convoqué ce jour, pour être entendu par le conseiller instructeur près la Cour suprême. L'ancien ministre de la Justice qui a fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire est poursuivi pour des «faits à caractère pénal relatifs à la corruption»,...

Lire page 24



Photo : L'Echo d'Algérie ©



Quotidien National d'Information - 8^e Année - Jeudi 22 août 2019 - 21 Dou Al Hidja 1440 - N° 2176 - Algérie : 10 DA / 1 €

www.lechodalgerie-dz.com

Elle a rencontré hier Ali Benflis

L'Instance de dialogue et de médiation poursuit ses consultations avec la classe politique



Lire page 3 Photo : L'Echo d'Algérie ©



Lire page 6 Photo : P.P Agency ©

Prise en charge des catégories vulnérables

Le secteur ouvert à l'investissement privé

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a déclaré, avant-hier, à Mila, que «les portes de l'investissement sont ouvertes au privé en matière de prise en charge des catégories vulnérables, les personnes âgées et les personnes aux besoins spécifiques».

«L'ouverture de l'investissement au privé dans ce domaine est dictée par l'augmentation, à l'échelle nationale du nombre de handicaps, notamment mentaux et l'autisme» a précisé la ministre lors d'un point de presse tenue au siège de la wilaya de Mila à l'issue d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

www.lechodalgerie-dz.com

21 Echos du jour

Un bus de voyageurs dérape à Bouira Bilan : 3 morts et 30 blessés

Les éléments de la Protection civile de l'unité de la commune de Djebahia qui se situe à une vingtaine de kilomètres au cardinal Ouest du chef-lieu de la wilaya de Bouira, sont intervenus, ce mercredi dans la matinée, pour porter assistance et évacuer plus d'une trentaine de blessés vers les structures hospitalières ainsi que trois personnes décédées lors de cet accident.

Il s'agit d'un bus de marque Higer, transportant des voyageurs en provenance de la wilaya de Tebessa qui a dérapé sur l'autoroute Est-Ouest, au lieu-dit Belhaneche, dans la commune de Djebahia. Le capitaine Youcef Abdat, responsable de la communication de la Protection civile, a déclaré : «Une fois informés dans la matinée, les éléments de l'unité de la

commune de Djebahia, renforcés par d'autres équipes des communes d'Aomar et de Bouira se sont rendus sur le lieu de l'accident, afin de secourir et de transférer vers les centres hospitaliers de Bouira et de Lakhdaria, les personnes dont les cas ont été jugés critique». Ainsi, nous saurons que le renversement du bus des voyageurs s'est soldé par un bilan lourd, où selon toujours la même source, l'accident a causé la mort sur-le-champ de 3 personnes, leurs dépouilles ont été transférées vers l'hôpital Liamine-Debaghine de la ville de Lakhdaria et 30 personnes blessées. Une enquête a été ouverte par les services de la sécurité routière de la Gendarmerie nationale, dans le but de déterminer la cause de ce drame.

Taïb Hocine



Lutte contre la criminalité et la contrebande Arrestation de 6 individus à El Tarf et Chlef

Les éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté 6 individus à El Tarf et Chlef pour implication dans des affaires de criminalité, de trafic et de détention de produits prohibés. Dans ce cadre, les éléments de la gendarmerie d'El Tarf ont intercepté, le week-end dernier au niveau de la route nationale N° 44 (El Kala-Oum Teboul, un véhicule portant immatriculation étrangère à bord duquel deux jeunes âgés entre 26 et 29 ans et issus de Tadjanet (Mila), qui s'apprêtaient à quitter le territoire national en direction de la Tunisie. Le contrôle administratif et technique du véhicule a donné lieu à la découverte de montants conséquents de devises, dissimilés dans la malle et destinés au trafic, à savoir 24.460 euros, 4.900 dollars et 63 dinars tunisiens. Le conducteur et son accompagnateur ont été transférés sur-le-champ au siège de la brigade territoriale de la GN d'El Kala. Le conducteur a affirmé que «les montants

saisis lui appartenaient et qu'il comptait acheter une maison en Tunisie». La fouille corporelle de ce dernier a permis de trouver une quantité de 87,5 g de kif traité, 4 plaquettes de psychotropes (10 comprimés chacune) et une plaquette de 8 comprimés. Il a déclaré que «ces produits sont réservés à sa consommation personnelle durant les vacances qu'il comptait passer en Tunisie». Concernant son acolyte (29 ans), ce dernier a déclaré qu'il était venu de Tadjanet afin de se rendre en Tunisie pour la promenade et pour donner un coup de main à son ami qui était à la recherche d'un logement à acheter en Tunisie», faisant savoir qu'il était en possession de 150 € et 60 dinars tunisiens, tout en affirmant qu'il n'était pas au courant des objets trouvés chez son ami. Les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal d'El Kala pour «violation de la législation et de la

réglementation des changes et des mouvements de capitaux de et vers l'étranger et possession de drogue et psychotropes». Dans le cadre de la lutte contre les différentes formes de criminalité, un réseau criminel spécialisé dans le cambriolage et le cambriolage a été démantelé par la brigade territoriale de la gendarmerie d'Ouled Fares (Chlef). L'opération a eu lieu suite à une plainte déposée par un citoyen ayant été victime de vol par des inconnus, a indiqué la même source, ajoutant que suite aux investigations et à l'exploitation de traces et d'indices trouvés sur le lieu du crime, le premier suspect (25 ans) a été identifié. Ce dernier a révélé, par la suite, l'identité du reste des membres du réseau criminel composé de 3 individus. Les mis en causes en été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Chlef qui a ordonné leur placement en détention provisoire.

Médéa 2 bombes artisanales détruites

Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a découvert et détruit, ce mardi, 2 bombes de confection artisanale à Médéa - 1° Région militaire». Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, «des détachements de l'ANP et des garde-frontières ont arrêté à Aïn Guezam et Tamanrasset - 6° RM, 13 individus et ont saisi 9 groupes électrogènes, 8 marteaux-piqueurs, 10 pompes ainsi que 2 véhicules tout-terrain», ajoute le communiqué, soulignant qu'un détachement de l'ANP a arrêté un contrebandier à El Oued - 4° RM et saisi 10092 unités de différentes boissons». Par ailleurs, «dans la dynamique des opérations visant à contrecarrer la propagation du fléau des drogues dans notre pays, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté une quantité importante de kif traité, à Tlemcen - 2° RM, s'élevant à 400 kg».

Oran 2 dealers arrêtés au quartier Nour

Deux dealers âgés de 30 ans ont été arrêtés dans le quartier Nour par les éléments de la Brigade de recherches et d'investigations BRI 1 de la sûreté d'Oran en possession de psychotropes. Les informations parvenues aux policiers ont révélé que les mis en cause écoulaient ces produits prohibés dans le quartier en question. Ils seront présentés devant le tribunal à l'issue de l'enquête.

M'sila

3 cambrioleurs sous mandat de dépôt



La police judiciaire de la sûreté de daïra d'Aïn El Melh dans la wilaya de M'sila a démantelé une bande de 3 malfaiteurs, âgés entre 17 et 25 ans, impliqués dans un cambriolage. L'arrestation a eu lieu suite à une plainte contre des individus ayant commis un vol par effraction dans un domicile. Les cambrioleurs ont emporté une somme de 280 millions de centimes. Après les investigations, 2 suspects âgés de 17 et 18 ans ont été identifiés et arrêtés. Une somme d'argent volée de 29.000 DA et une autre

en devise de 300 euros ont été récupérées. Les deux mis en cause ont avoué leur forfait et dévoilé l'identité de leur troisième complice âgé de 21 ans qui a été interpellé. Ce dernier a dévoilé le lieu où était dissimulée une autre partie de la somme d'argent volée chez un 4° complice. Ce dernier a été neutralisé avec la récupération d'une autre somme de 26 millions de centimes et 300 euros. Les mis en cause ont été présentés devant la justice qui a ordonné leur placement en détention.

Elle a rencontré hier Ali Benflis

L'Instance de dialogue et de médiation poursuit ses consultations avec la classe politique

Une délégation de l'Instance de dialogue et de médiation conduite par son coordinateur, Karim Younes, s'est déplacé hier au siège de son parti, Talaie El Hourriyet où les deux parties ont tenu une séance de travail dans le cadre du processus de consultations que cette structure a entamé avec la classe politique.

L'occasion a été propice à Ali Benflis de réitérer les conditions de son parti pour une sortie de crise qui secoue le pays depuis le 22 février dernier. Il s'agit, a-t-il dit, de créer un climat propice au succès du scrutin grâce à l'adoption de mesures de confiance et de calme ainsi que des signes forts de la part des autorités qui expriment leur ferme volonté d'assurer la validité, la transparence et l'intégrité du prochain scrutin présidentiel. Benflis a également réclamé le départ du gouvernement actuel nommé par le président déchu, qui est devenu, selon lui, «un facteur essentiel de l'obstruction actuelle, un obstacle à une procédure calme et sérieuse pour le dialogue national et un véritable obstacle à la bonne conduite des affaires publiques, et son remplacement par un gouvernement de compétences nationales». Le président de Talaie El Hourriyet a également plaidé pour la mise en place d'une autorité indépendante chargée de l'ensemble des pouvoirs en matière de préparation, d'organisation et de contrôle du processus électoral présidentiel, de la révision des listes électorales à l'annonce des résultats. Il a appelé, en outre, à la révision de la législation électorale actuelle pour «éliminer les foyers de contrefaçon, combler les lacunes et revoir la structure de l'encadrement du processus électoral, lever les obstacles au libre choix des électeurs et assurer un scrutin équitable, correct et transparent». Pour le président du parti, la tenue de l'élection présidentielle dans ces conditions «permettra au peuple d'exercer les pouvoirs que lui confère la Constitution par le biais de ses articles 7 et 8». De son côté, Karim Younes a affirmé que l'Instance accordera la chance de dialogue à toutes les franges de la société, en vue de trouver des solutions à la crise politique que vit le pays. Il a, d'autre part, tenu à rappeler que l'Instance de dialogue et de médiation «ne parle pas au nom du peuple algérien, ni au nom du Hirak populaire ou du pouvoir».

La rencontre a été l'occasion pour écouter les propositions, notamment en ce qui concerne les conditions nécessaires devant garantir la tenue d'une élection régulière et transparente, en sus de l'installation d'une instance nationale indépendante pour la surveillance de cette élection, depuis le début des prépa-

ratifs jusqu'à l'annonce des résultats définitifs. Karim Younes avait déclaré que l'objectif de ce processus est de parvenir à organiser une conférence nationale qui regroupera toutes les composantes du dialogue avant la fin de l'année en cours et sortir avec des recommandations qui serviront de plateforme de travail pour la tenue d'une élection présidentielle libre et transparente conformément aux revendications du Hirak populaire. Il avait réaffirmé également l'attachement de l'instance aux mesures d'apaisement pour la réussite du dialogue politique, assurant que l'instance qu'il dirige est prête à écouter tous les acteurs politiques et les membres dynamiques du hirak et de la société civile et prendre en considération toutes leurs propositions pendant les différents ronds du dialogue pour aller vers l'organisation de la présidentielle dans une démarche consensuelle. Karim Younes avait déclaré la semaine passée que les personnalités composant le panel ont fait savoir que leur participation à cet effort collectif pour sortir de cette crise découlait de leur engagement devant la nation et au peuple, soulignant que le dialogue national était le seul moyen à même de garantir une issue pacifique à la hauteur des aspirations des Algériens. Pour rappel, dans son dernier message, le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah, a renouvelé son appel à toutes les bonnes volontés parmi les forces politiques, les acteurs de la société civile et les personnalités nationales à contribuer à la réunion des conditions appropriées et à faire avancer le processus de dialogue pour atteindre rapidement ses objectifs. Il a relevé que «ce dialogue est national sérieux, élargi et sans exclusion en tant que voie garantissant au peuple algérien le droit de choisir le président de la République, le plus rapidement possible, une fois instaurée la confiance en les mécanismes assurant la régularité et



Photo : L'Echo d'Algérie ©

la transparence de l'élection présidentielle». Dans le même contexte, le chef de l'Etat a souligné que «la voie du dialogue est la seule et unique à permettre de surmonter la situation actuelle et partage la conviction de l'impératif de cette démarche, favorablement accueillie par l'opinion publique et enregistrant une adhésion et un soutien croissants de la part des acteurs de la scène nationale». Le chef de l'Etat a salué «la noble démarche engagée par l'Instance de dialogue et de médiation «avec lucidité, efficacité et ouverture dans la facilitation du dialogue, qui se trouve être incontournable pour la réalisation du plus large consensus national possible permettant au peuple algérien d'exercer sa souveraineté à travers une élection présidentielle crédible et incontestable». Le chef de

l'Etat a souligné que «cette élection est aux yeux de la majorité du peuple et des forces politiques, non seulement une nécessité impérieuse mais également une solution urgente à même de garantir à notre pays un nouveau départ avec des institutions constitutionnelles pleinement légitimes pour faire face aux défis socioéconomiques urgents et consolider la confiance de nos citoyens en un avenir meilleur». Bensalah a estimé que «l'Algérie forte et inexpugnable pour laquelle se sont sacrifiés les chouchada et tant vénérée par ses enfants exige, plus que jamais en cette conjoncture particulière, une hiérarchisation des priorités afin d'éviter des conséquences incertaines, quand bien même leurs prémices sont perceptibles».

T. Benslimane

«Le départ du gouvernement est primordial pour la réussite du dialogue»

Pour le président du parti Talaie El Hourriyet, l'obstacle principal qui entrave la réussite du dialogue est la présence du gouvernement de Bedoui, Ali Benflis estime que «le départ du gouvernement est primordial pour la réussite du dialogue et l'élection présidentielle». «Comment persuader le peuple algérien à aller voter si les figures qui ont rassemblé des signatures et de l'argent pour le 5^e mandat, qui ont défendu le 5^e mandat et fait sa promotion occupent encore des postes à la présidence», s'est questionné l'homme politique lors d'une conférence de presse tenue hier. Pour Benflis, il est absolument nécessaire que le gouvernement démissionne pour «faciliter la tenue de l'élection présidentielle».

Front El Moustakbal

Abdelaziz Belaïd : «Le dialogue est le seul moyen civilisé pour sortir le pays de la crise qu'il traverse»



Photo : L'Echo d'Algérie ©

Le Front El Moustakbal a affirmé, ce mardi, par la voix de son président Abdelaziz Belaïd, l'importance d'associer toutes les franges de

la société au processus du dialogue en vue de parvenir à un consensus national garantissant l'organisation d'une élection présidentielle

«transparente et régulière». «Le dialogue est le seul moyen civilisé pour sortir le pays de la crise qu'il traverse et aller directement à l'organisation d'une élection présidentielle libre et transparente pour raviver l'espoir et les aspirations du peuple algérien, édifier un Etat de droit et concrétiser les principes d'une démocratie réelle», a déclaré Belaïd lors d'une conférence de presse à l'issue de sa rencontre, au siège de son parti, avec le coordinateur de l'Instance de médiation et de dialogue, Karim Younes. Belaïd a fait savoir qu'il a évoqué avec Karim Younes «les questions importantes ayant trait aux voies et moyens susceptibles de permettre la sortie du pays de la crise qu'il vit», mettant l'accent sur «l'impératif de mener le dialogue avec toutes les parties sans exclusive et marginalisation aucune». Saluant «les efforts déployés par l'institution militaire pour préserver la sécurité et la stabilité du pays», le président du Front El Moustakbal a appelé tous les acteurs politiques et les organisations de la société civile à «redoubler d'efforts et à participer au dialogue afin de sor-

tir le pays de la crise qu'il traverse».

Pour sa part, Karim Younes a expliqué que l'Instance de médiation et de dialogue regroupant des personnalités nationales veille, dans le cadre des consultations menées avec toutes les parties, à améliorer et à consolider la relation entre la classe politique et la société civile en vue de prendre part à un dialogue sérieux, constructif et sincère pour parvenir à construire un avenir prospère au service de l'intérêt général». Dans ce cadre, il a rappelé la série de rencontres tenues avec plusieurs acteurs de la société soldées, a-t-il dit, par des plateformes de travail «que l'Instance s'attèle à débattre et à examiner pour faire sortir le pays de la crise actuelle sans exclusive ni marginalisation».

A ce propos, il a tenu à préciser que «l'objectif de l'Instance est de parvenir à un consensus national en vue d'organiser une élection présidentielle régulière et transparente et de concrétiser le changement auquel aspire le peuple algérien».

M. M.

Sûreté nationale

Plus de 82 % des citoyens satisfaits de l'ensemble des services de police

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a révélé, hier, dans un communiqué, que «plus de 82% des citoyens se sont dits satisfaits de l'ensemble des services de police, selon un sondage effectué au niveau des commissariats de police à l'échelle nationale durant le 2^e trimestre de 2019.

Ce sondage périodique portant sur «les mesures mises en place par la DGSN pour l'évaluation du service public destiné aux citoyens en vue de mesurer le degré de leur satisfaction quant à l'ensemble des services de police fournis au sein des commissariats à travers l'ensemble du territoire national», a montré que «plus de 82% des citoyens sont satisfaits de la qualité de ces services englobant la qualité de l'accueil, les délais d'attente dans les locaux de police, le traitement réservé, l'orientation et l'écoute», a indiqué la même source. Cette étude basée sur l'analyse des résultats des questionnaires auxquels ont répondu les citoyens qui ont eu

à se rendre dans les locaux de la police, a révélé que «78,80% des citoyens sont satisfaits de la qualité de l'accueil et que pour 92,88%, les délais d'attente sont raisonnables», a précisé la DGSN, ajoutant que «76,95% des citoyens trouvent correctes et convenables le traitement réservé, l'orientation et l'écoute». Ces résultats «satisfaisants» sont le fruit d'un sondage anonyme «conformément aux instructions du Haut Commandement de la Sûreté nationale de renforcer la qualité d'accueil, l'orientation et l'accompagnement et de répondre aux préoccupations des citoyens dans les locaux de la police», a conclu le communiqué.



Photo : L'Echo d'Algérie ©

Maladies professionnelles

Signature d'une Convention-cadre entre les ministères de l'Agriculture et de la Santé



Une Convention-cadre dans le domaine de la médecine du travail a été signée, entre les ministères de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, visant la protection des personnels et des professionnels du secteur de l'Agriculture des risques sanitaires inhérents aux différentes activités du secteur agricole et de la pêche. À l'issue de la signature de la convention par les secrétaires généraux des

deux secteurs au siège du ministère de l'Agriculture, le ministre de l'Agriculture Cherif Omari a déclaré que «cette convention est un acquis aux personnels et professionnels du secteur à travers tout le pays, devant renforcer la couverture sanitaire de toutes les activités liées à l'agriculture, le secteur forestier, l'élevage et l'aquaculture». Dans le même contexte, le ministre de la Santé, Mohamed Miraoui, a indiqué que «l'application du texte de cette convention

devra protéger le personnel et les professionnels du secteur de l'Agriculture et de ses filières des maladies chroniques et celles professionnelles». Cette convention concerne 40 000 travailleurs dans le domaine de l'agriculture, du développement rural, des forêts et de la pêche et vise à les protéger des risques résultant des accidents et des maladies professionnelles et de tout préjudice à leur santé en raison des activités professionnelles exercées, étant donné que le secteur connaît de grandes mutations dont l'utilisation accrue des nouveaux éléments biologiques, des produits chimiques, des engrais et des produits phytosanitaires qui nuisent l'état de santé des acteurs dans ce secteur. Elle stipule la mise en place des personnels du secteur et leur maintien dans des postes d'emploi en fonction de leurs capacités physiques et psychologiques en vue de réduire les cas d'invalidité en raison des maladies professionnelles et des accidents de travail. La convention définit, également, le champ de coopération, l'échange des informations en matière des risques professionnels et la prestation des services entre les deux parties dans le domaine de la médecine du travail. Elle vise en outre à détenir des indicateurs fiables concernant l'état de santé et les risques dans le milieu du travail. En vertu de cette convention, les deux partis collaborent dans divers domaines dont l'apprentissage et la défini-

tion des dangers professionnels au niveau des entreprises, des structures et des exploitations agricoles relevant du ministère chargée de l'Agriculture, le contrôle médical des employés concernés à travers les analyses cliniques et biologiques et même via l'imagerie médicale si nécessaire outre la sensibilisation des travailleurs aux dangers professionnels liés à leur activité et la vaccination des différentes catégories de travailleurs concernés par le programme national de vaccination en milieu professionnel. La convention prévoit, également, la mise en place d'un système d'information sur les accidents de travail et les maladies professionnelles et à caractère professionnelle survenant dans le secteur agricole y compris les Forêts et la Pêche. Elle stipule, aussi, la réalisation commune d'enquêtes et d'études sur la santé et la prévention contre les dangers professionnels. Selon le communiqué, cette convention est scindée en un plan opérationnelle faisant l'objet de convention liant l'entreprise et/ou l'employeur sous la houlette de la Direction des services agricoles, de la Direction générale des forêts, de la Direction générale de la Pêche et de l'aquaculture, à l'Établissement de santé publique (ESP) sous la tutelle de la wilaya et ce, conformément aux dispositions de la loi relative à l'organisation de la médecine de travail.

Yasmine Derbal

Plages

Des mesures coercitives contre les entreprises industrielles à l'origine du déversement de liquides polluants

Le ministre de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du territoire, Salaheddine Dahmoune, a adressé une instruction aux walis au niveau des villes côtières, dans laquelle il les enjoint à prendre «les mesures coercitives» contre les entreprises industrielles à l'origine du déversement de liquides polluants dans les plages, a indiqué, jeudi, un communiqué du ministère. «Suite à l'action des comités d'inspection dépêchés dans les plages de 14 wilayas côtières, et après exploitation des rapports relatifs à l'opération, lesquels ont révélé la présence de conduites industrielles qui déversent des liquides polluants dans certains plages, Salaheddine Dahmoune a signé une instruction ministérielle destinée aux walis, portant nécessité d'intensi-

fier l'action de contrôle des activités des entreprises industrielles qui déversent des liquides polluants pour l'environnement, notamment au niveau des plages et oueds et qui menacent la santé du citoyen». Dans son instruction, le ministre de l'Intérieur a souligné la nécessité d'intensifier l'action sur le terrain, de mener des opérations inopinées d'inspection et de contrôle de la conformité de l'activité des entreprises industrielles aux permis d'exploitation, et de prendre des mesures coercitives en toute fermeté, allant jusqu'à la fermeture de l'infrastructure industrielle dans le cas où l'implication de cette dernière dans la pollution de l'eau de mer est avérée». Le ministre a, également, appelé à accorder l'intérêt nécessaire aux bureaux d'hygiène municipaux.

Casnos

Installation de nouveaux directeurs d'agences de wilayas

De nouveaux directeurs d'agences de wilayas de la Caisse nationale des assurances sociales des non-salariés (Casnos) ont été installés afin de donner «un nouveau souffle» à l'activité de ces agences et «améliorer les prestations» prodigués aux citoyens, a indiqué, hier, un communiqué du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. L'installation des nouveaux directeurs s'est déroulée sous la supervision du secrétaire général du ministère Merzak Gharnaout, précise la même source. Cette opération qui a touché 12 wilayas a concerné à vu «la nomination de nouveaux directeurs, la mutation d'autres et la promotion de jeunes cadres au poste de directeurs d'agence de wilaya», a fait savoir la même source qui souligne que ce changement intervient dans le cadre «de la démarche du ministère visant à promouvoir les ressources humaines, à ouvrir la voie aux jeunes cadres et à insuffler une nouvelle dynamique aux activités de la Caisse au niveau local». À l'occasion de l'installation des nouveaux directeurs, le secrétaire général du ministère a appelé à «donner un nouveau souffle à l'activité des agences locales de la Caisse en vue d'améliorer et de promouvoir les prestations et performances en faveur des citoyens». Il a, également, insisté sur «l'importance de l'association de l'ensemble des travailleurs à l'effet de concrétiser les objectifs tracés, de la formation et de la promotion de la ressource humaine et de la consécration de la culture du dialogue et de la concertation entre l'administration et le partenaire social».

Opérations immobilières de l'Etat à l'étranger

Les modalités de fonctionnement d'un compte d'affectation spéciale fixées

Les modalités de fonctionnement d'un compte de gestion des opérations immobilières de l'Etat à l'étranger ont été fixées par un décret exécutif publié au journal officiel N° 49.

Signé par le Premier ministre, Nouredine Bedoui le 30 juillet dernier, ce décret a pour objet de fixer «les modalités de fonctionnement du compte d'affectation spéciale N° 302-146 intitulé «compte de gestion des opérations immobilières de l'Etat à l'étranger». Ainsi, il est ouvert dans les écritures du trésorier principal, un compte d'affectation spéciale N° 302-146 intitulé «compte de gestion des opérations immobilières de l'Etat à l'étranger». L'ordonnateur principal de ce compte est le ministre chargé des Affaires étrangères, tandis que les chefs de postes diplomatiques et consulaires, sont ordonnateurs secondaires de ce compte. Le compte d'affectation spéciale retrace en recettes les produits de cession et de location des biens immobiliers relevant du domaine privé de l'Etat à l'étranger, les dotations, éventuelles, du budget de l'Etat et les reliquats des opérations financées à travers ce compte. En dépense, ce compte retrace les frais de mise en sécurité des biens immobiliers de l'Etat à l'étranger, désaffectés, les frais de charges, d'assurances et de taxes des biens immobiliers de l'Etat à l'étranger, les frais des actes et de représentation judiciaire liés aux opérations immobilières de l'Etat à l'étranger, les frais d'entretien, de réhabilitation et de remise aux normes des biens immobiliers de l'Etat à l'étranger, désaffectés, les frais d'acquisition des biens immobiliers, bâtis et non bâtis, pour les représenta-

tions diplomatiques et consulaires à l'étranger, les frais de construction de bâtiments pour les besoins des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger. Les dépenses englobent aussi les frais d'aménagement, de réaménagement, de réhabilitation, de remise aux normes et d'équipement des locaux des représentations diplomatiques et consulaires à l'étranger, les frais de consultation d'experts, de bureaux d'études et/ou d'agences spécialisées liées aux opérations des biens immobiliers de l'Etat à l'étranger. Un arrêté conjoint du ministre chargé des affaires étrangères et du ministre chargé des finances, déterminera la nomenclature des recettes et des dépenses imputables sur ce compte. Enfin, il est indiqué que les modalités de suivi et d'évaluation du compte d'affectation spéciale N° 302-146, sont fixées par arrêté conjoint du ministre chargé des affaires étrangères et du ministre chargé des finances. Pour rappel, le ministre des Affaires étrangères avait présenté lors d'une réunion du gouvernement tenue le 19 juin dernier, un exposé sur un projet de décret exécutif fixant les modalités de gestion du Compte d'affectation spécial portant sur les opérations immobilières de l'Etat à l'étranger, institué en vertu de la loi des finances (LF) 2017 visant «la mise en place de mécanismes assurant la bonne gestion des domaines de l'Etat à l'étranger ainsi que leur entretien et



leur exploitation au profit du Trésor public. Bedoui s'est félicité de l'incidence positive de ce texte pour les domaines de l'Etat, à travers le contrôle des recettes et dépenses relatives à ce fond, selon le communiqué rendu public suite à cette réunion. Il avait également souligné l'«impératif de créer une base de données globale de tous les domaines de l'Etat à l'étranger, et non

seulement le foncier à caractère diplomatique». Le Premier ministre avait ordonné, dans ce sens, le recensement de tous les biens à l'étranger, relevant, actuellement des autres secteurs à l'image des Affaires religieuses et des Sports, et la recherche des voies et moyens de leur valorisation et optimisation au profit de la communauté nationale à l'étranger.

Mouvement El Islah

Ghouini fonde de «grands espoirs» sur le dialogue pour la sortie de crise



Le mouvement El Islah fonde de «grands espoirs» sur le dialogue national qui pourrait être «un prélude pour une solution politique et une étape pour le règlement de la crise», a indiqué, hier, à Oran, le secrétaire général du parti, Filali Ghouini. Lors d'une rencontre du conseil de coordination de la région ouest du mouvement El Islah, Ghouini a indiqué que sa formation politique fonde «de grands espoirs sur le dialogue national, que dirige l'Instance de dialogue et de médiation, qui pourrait être le prélude à une solution politique et une étape qui mène vers le règlement de la crise que traverse le pays». Ghouini a réitéré son appel à une

«large participation» au dialogue, sachant, a-t-il dit, que «plusieurs revendications du mouvement populaire (Hirak) ont été satisfaites». Le mouvement El Islah a été le précurseur à appeler à «aller vers un consensus national à travers le dialogue avec la participation des acteurs de la scène politique afin d'aborder les sujets les plus importants, en premier lieu la mise en place des conditions nécessaires pour l'organisation du prochain rendez-vous électoral présidentiel». Le prochain rendez-vous électoral, selon Filali Ghouini, «donnera un nouveau président auquel seront confiés les missions et les prérogatives que lui confère la Constitution,

un président qui satisfera toutes les revendications légitimes du peuple algérien à travers son mouvement civilisé et pacifique et ce, pour la consécration, sur le terrain, d'un Etat de droit». Le secrétaire général du mouvement El Islah s'est dit satisfait quant à la lutte menée actuellement contre la corruption, appelant à prendre le temps nécessaire pour le traitement de tous les dossiers de manière légale. Filali Ghouini a appelé les pouvoirs publics à intervenir pour étudier la situation des travailleurs des entreprises économiques dont les responsables et gestionnaires se trouvent actuellement en prison pour des affaires de corruption.

Changement climatique - PNUD

Nécessité de changer le mode de l'utilisation des terres

L'administrateur du Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD), Achim Steiner, s'est joint à des experts internationaux sur le climat pour appeler à l'action après la publication d'un rapport de l'ONU sur l'impact dévastateur pour le climat des pratiques actuelles d'utilisation des terres. «A moins de changer de manière radicale la manière dont nous produisons notre nourriture et gérons nos terres, nous ne parviendrons pas à réduire les émissions (de gaz à effet de serre) suffisamment pour maintenir le réchauffement climatique mondial en dessous de 1,5° C», a déclaré, jeudi, Achim Steiner. «Le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) démontre clairement le rôle vital d'une gestion durable des terres pour l'action sur le climat et

pour le bien-être des êtres humains». Le rapport spécial du GIEC sur les changements climatiques et les sols, publié, jeudi, met en garde la communauté internationale en enjoignant de cesser l'exploitation irresponsable des ressources naturelles de la planète, sous peine d'atteindre un point de non retour dans la crise climatique. L'agriculture, l'exploitation forestière et l'utilisation des terres sont responsables d'environ 23% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Réduire les émissions mondiales nécessite donc non seulement des changements radicaux dans le secteur des transports et de l'énergie, mais aussi dans l'utilisation des terres. Les processus terrestres naturels absorbent du dioxyde de carbone équivalent à près du tiers des émissions de dioxyde de carbone provenant des combustibles

fossiles et de l'industrie, selon ce rapport. «Cette transformation ne sera pas facile», a déclaré Steiner, «mais elle est nécessaire et elle est possible. Les solutions sont à portée de main. Nous devons maintenant les étendre mondialement pour travailler à un avenir à zéro émissions carboniques, résistant aux changements climatiques». Le rapport observe par ailleurs que près d'un tiers de la production alimentaire mondiale est perdue ou gâchée, et que les changements climatiques affecteront de manière croissante la sécurité alimentaire. Travailler à éliminer les déchets alimentaires et suivre un régime alimentaire équilibré, sont des pratiques essentielles pour réduire les émissions de notre système alimentaire, selon ce rapport.

Y. D. / Ag.



Prise en charge des catégories vulnérables

Le secteur ouvert à l'investissement privé

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a déclaré, avant-hier, à Mila, que «les portes de l'investissement sont ouvertes au privé en matière de prise en charge des catégories vulnérables, les personnes âgées et les personnes aux besoins spécifiques».

«L'ouverture de l'investissement au privé dans ce domaine est dictée par l'augmentation, à l'échelle nationale du nombre de handicaps, notamment mentaux et l'autisme» a précisé la ministre lors d'un point de presse tenue au siège de la wilaya de Mila à l'issue d'une visite de travail et d'inspection dans cette wilaya.

La ministre a dans ce sens ajouté que «l'appel à l'investissement privé dans ce domaine a été également décidé par la conjoncture financière difficile que vit le pays et la nécessité de renforcer les établissements d'accueil de cette frange sociale par des centres privés spécialisés dans la prise en charge d'une partie de ces personnes, de manière à ce que les structures publiques puissent se consacrer au mieux à la prise en charge des catégories vulnérables», a fait savoir la même responsable, rappelant que «la prise en charge de cette tranche sociale est un droit constitutionnel que l'Etat s'est engagé à garantir». «L'investissement dans le domaine est régi par un décret exécutif, publié l'année dernière au journal officiel, accordant à ceux qui y adhèrent des avantages fiscaux» a encore détaillé la ministre assurant de l'ac-

compagnement de toute initiative. Lors de la présentation du bilan de l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem), la ministre a révélé que ce dispositif a, depuis sa création en 2005, octroyé, à l'échelle nationale, plus de 18 974 micro-crédits aux jeunes diplômés pour un montant de 1,21 milliard de dinars, ajoutant que ces aides financières allouées à 886 000 bénéficiaires ont permis de créer plus de 28 000 postes d'emploi.

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a également encouragé les jeunes diplômés et les promus des centres de formation professionnelle à financer leurs projets de prise en charge sociale grâce au dispositif de l'Angem, notamment les porteurs de projets issus des localités enclavées du fait «qu'ils peuvent contribuer à la lutte contre l'exode rurale». Eddalia, a aussi rappelé aux jeunes la possibilité d'élargir leurs projets conformément au décret exécutif fixant les conditions d'octroi du crédit et qui ouvre droit à un nouveau prêt pour ceux qui ont remboursé leur premier crédit.

En prévision de la prochaine rentrée scolaire, la même responsable a indiqué que



son ministère œuvre à améliorer en permanence les actions de solidarité concernant ce volet, dévoilant que son département ambitionne de distribuer cette année 146 000 trousseaux scolaires au profit des

enfants issus de familles démunies et nécessiteuses, et de fournir également des vêtements à tous les enfants des centres relevant de son secteur.

Moussa O.

Enseignement supérieur

L'université algérienne appelée à s'adapter aux changements opérés dans la société



Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tayeb Bouzid, a affirmé, ce mardi, à Illizi, que l'université algérienne est appelée à s'adapter aux changements intervenus dans la société. «La corporation universitaire est appelée à réaliser des études prospectives sur les spécialités scientifiques universitaires en vue de s'adapter aux changements de la société à l'horizon 2020», a insisté Bouzid, à l'occasion de la visite du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Salah Eddine Dahmoune, dans la wilaya d'Illizi, accompagné d'une importante délégation ministérielle.

Le ministre a mis en avant, dans ce sens, l'importance de renforcer la coordination entre les universités nationales du sud et du nord du pays afin d'être au diapason de la modernité et le développement et préparer les universités du Sud à accueillir des étudiants de différentes wilayas». Présidant la cérémonie d'inauguration d'une résidence universitaire d'une capacité de 500 lits dans la ville d'Illizi, le ministre a appelé à affecter une assiette foncière pour promouvoir le Centre universitaire de

la wilaya d'Illizi en Université.

À cette occasion, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a réitéré l'importance d'intensifier l'utilisation des langues étrangères, notamment l'anglais. De son côté, le ministre de l'Intérieur a procédé, en compagnie de la délégation ministérielle, à l'inauguration de la piscine de proximité de la commune de Bordj Omar Driss, promue au rang de daïra en décembre 2018. Il a promis, à cette occasion, la réalisation d'autres services et l'installation du chef de daïra dans les prochains jours.

En outre, Dahmoune a inspecté les travaux de réalisation d'un hôpital de 60 lits, mettant l'accent sur l'impératif de respecter les délais de réalisation. Au terme de sa visite, le ministre de l'Intérieur a déclaré à la presse que l'évaluation des résultats des programmes de développements au niveau de la circonscription administrative de Djanet était «négligeable» en dépit, a-t-il ajouté «des moyens considérables mobilisés par l'Etat en faveur de cette localité», affirmant que «des mesures seront prises pour remédier à cette situation».

Formation professionnelle

Des efforts pour intégrer graduellement l'anglais

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Belkheir Dada Moussa, que son département œuvre à «intégrer graduellement les langues étrangères, l'anglais, notamment, dans l'enseignement et la formation professionnels». «L'intégration des langues étrangères, l'anglais en particulier, dans le programme de la formation permet de se mettre au diapason des avancées technologiques que connaît la scène nationale et internationale, également», a précisé le ministre lors de l'inauguration d'un Centre de formation professionnel à la ville Ali-Mendjeli, dans le cadre d'une visite de travail dans cette wilaya. Mettant l'accent sur l'importance de la numérisation du secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels à travers, notamment, la mise en place de laboratoires de simulation, le ministre a appelé à favoriser davantage la formation dans les techniques d'entretien, d'autant, a-t-il ajouté, que «l'Algérie intègre pleinement le domaine des industries lourdes». Dans un point de presse, à l'issue de sa visite à Constantine, Belkheir qui a salué les efforts déployés localement devant permettre une rentrée professionnelle «souple», a fait part de l'adoption d'«une nouvelle nomenclature de spécialités favorisant les filières d'excellence qui s'adaptent à la particularité de chaque région du pays». Réitérant l'engage-

ment de l'Etat à réunir toutes les conditions nécessaires pour hisser ce secteur, à travers, entre autres, l'acquisition des équipements adéquats et l'ouverture de nouveaux établissements de formation, le ministre a insisté sur l'importance de développer les filières d'excellence, la mécanique, la pharmacie, l'énergie renouvelable et l'agriculture, entre autres, et promouvoir les projets d'entreprises initiés par les apprenants du secteur en collaboration avec le partenaire économique.

«Le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels participe activement à l'essor économique du pays en offrant des formations qui s'adaptent aux besoins du monde du travail», a souligné le ministre qui a mis l'accent sur l'importance de la relance «prochaine» du baccalauréat professionnel. Une quarantaine de centres de formation et d'enseignement professionnels seront promus conformément aux orientations du Premier ministre en instituts nationaux spécialisés, a affirmé le ministre qui a fait part de l'importance de cette décision dans la promotion de l'enseignement professionnel et du rendement du secteur. Rappelant que le secteur de la Formation et de l'enseignement professionnels propose plus de 400 spécialités, Dada Moussa Belkheir a encouragé les responsables de son secteur à intensifier les conventions de partenariat avec le secteur

économique, pour consolider les acquis de la formation professionnelle. Insistant sur l'importance de la communication et de l'information dans le développement du secteur, le ministre a donné des instructions fermes à l'effet de «remettre dans les délais les diplômés aux stagiaires pour leur permettre de participer aux concours de recrutement».

À son arrivée à Constantine, le ministre s'était recueilli au cimetière des chouhada d'Aïn Smara à l'occasion de la célébration du double anniversaire des offensives du Nord constantinois et du Congrès de la Soummam (20 Août 1955-1956), avant d'assister à une cérémonie en l'honneur de la famille révolutionnaire et des gardes communaux. Au cours de la cérémonie, les clés de 47 logements ont été remises à leurs bénéficiaires parmi les fonctionnaires du secteur de la Formation professionnelle et des décisions d'attribution de crédits dans les différents dispositifs d'aide à l'emploi ont été remises à des diplômés du secteur.

Le ministre a également assisté à une cérémonie de signature d'une convention de partenariat entre le secteur de la Formation professionnelle et l'association des artisans en cuivre, d'une part, et le secteur de l'Hôtellerie, d'autre part.

M. El Hadi

Energie solaire

L'Algérie prête pour le lancement du projet national de production de 5600 MW d'électricité

Le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, a indiqué que l'Algérie était prête pour lancer un projet national visant à produire près de 5600 mégawatts d'électricité en utilisant l'énergie solaire susceptible de renforcer le réseau national dans les années à venir.



«**L**es compétences nationales actuelles sont capables de mener ce projet dans toutes ses étapes, de l'étude jusqu'à la réalisation finale», a précisé le ministre dans une déclaration à la presse au niveau d'une unité de Naftal, lors de sa visite de travail dans la wilaya d'Annaba. Il a ajouté, à ce propos, que «l'Algérie, qui a réalisé sa 1^{re} centrale solaire en 2011, a acquis l'expérience nécessaire, ainsi que les moyens requis pour développer ce domaine d'autant, qu'actuellement, le pays totalise 22 centrales de production d'électricité à base d'énergie solaire avec une capacité de 400 MW». Affirmant que l'Algérie a pu répondre à ses besoins en matière d'électricité avec une production de 20 000 MW, pour une consommation nationale estimée à 15 680 MW, Arkab a souligné que son département envisage l'élaboration d'un nouveau modèle de consommation d'énergie. Le nouveau modèle de consommation d'énergie intervient, notamment, a-t-il argumenté, après la récente étude par le gouvernement du projet visant à créer une instance nationale chargée des énergies renouvelables. Ce modèle s'appuie princi-

palemment sur «une rationalisation de l'utilisation des ressources énergétiques en Algérie et son orientation vers le secteur de l'Industrie», a révélé le ministre, rappelant que «l'Algérie produit 144 milliards m³ de gaz/an et consomme 45 milliards m³ localement dont 20 milliards m³ affectés à la production d'énergie électrique par le biais des unités de production de différents types». Concernant l'électricité, le secteur de l'Industrie consomme un taux «très faible» par rapport à la consommation des ménages, a ajouté Mohamed Arkab, soulignant que ceci représente «un indicateur inapproprié» car, a-t-il soutenu, «le secteur industriel est censé consommer pas moins de 30% de l'électricité produite».

Evoquant les problèmes de coupures de courant enregistrés dans plusieurs régions du pays, notamment à Annaba, où il a précisé que «les projets réalisés dans le domaine de la production et du transport d'électricité ont permis d'éliminer de nombreux points noirs», le ministre a relevé que les coupures signalées sont causées par «la vétusté des réseaux de distribution».

Ali B.

Pétrole

Le Brent à 60,50 dollars en cours d'échanges européens

Les prix du pétrole montaient, hier, en cours d'échanges européens, dans l'attente de la publication des chiffres des stocks de brut américains plus tard dans la journée. À Paris, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en octobre valait 60,50 \$ à Londres, en hausse de 0,78% par rapport à la clôture de ce mardi. À New York, le baril américain de WTI pour la même échéance, dont c'est le 1^{er} jour d'utilisation comme contrat de référence, s'échangeait à 56,35 \$, 0,39% de plus que la veille. «Les cours du pétrole ont monté ce matin tandis que les acteurs du marché se réjouissaient d'un rapport de l'American Petroleum Institute (API)» publié, avant-hier, a expliqué Stephen Brennock, analyste chez PVM Reports. Le rapport de l'API, une fédération professionnelle qui publie ses données compilées de façon indépendante, évoque

«une baisse de 3,45 millions de barils» des stocks de brut, selon les analystes d'ING, alors que le marché s'attend à un recul de 1,5 million de barils. Les investisseurs prendront connaissance des chiffres du gouvernement américain, considérés comme plus fiables.

Les analystes s'attendent eux à une baisse de 1,5 million de barils de brut sur la semaine achevée le 16 août ainsi qu'à une baisse de 200 000 barils pour l'essence et de 300 000 barils pour les produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par l'agence Bloomberg. Cependant, bien que ces chiffres ont pu bénéficier à l'or noir, «ils n'ont pas trop agité les marchés», a souligné Craig Erlam, analyste chez Oanda, en se référant au contexte économique incertain, sur fond de tensions commerciales entre la Chine et les Etats-Unis.



Albert Muchanga à l'agence Xinhua «La ZLECA permettra à l'Afrique de parler d'une seule voix sur la scène mondiale»

La création de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) permettra à l'Afrique de parler d'une seule voix sur la scène internationale, a déclaré, Albert Muchanga, commissaire au Commerce de l'Union africaine (UA), à l'agence Xinhua.

Au cours d'une interview donnée pendant un forum consultatif national de 3 jours organisé par le Ghana sur la mise en œuvre de la ZLECA, le responsable de l'UA a déclaré qu'il était essentiel que le continent africain puisse parler d'une seule et même voix dans ses négociations commerciales avec le reste du monde. «Dans les conseils économiques et commerciaux internationaux, l'Afrique sera maintenant encouragée à parler d'une seule voix. Cela donnera donc davantage de poids au continent à travers le monde», a-t-il affirmé. Le continent africain devrait commencer à commercer, selon les termes définis par la ZLECA d'ici juillet 2020, et cette zone de libre-échange devrait s'avérer très rentable pour le continent en termes d'augmentation du commerce intra-africain.

Les experts ont indiqué que cette initiative conduirait, notamment à créer des économies d'échelle qui permettront aux producteurs d'accéder à un marché de 1,3 milliard de personnes, et encouragerait les investisseurs à se lancer dans des investissements à long terme et à grande échelle.

«Quand ces investissements arriveront, ils créeront des emplois. Et grâce à la libéralisation du commerce, nous prévoyons également une baisse du coût des biens et des services», a souligné Muchanga.

N. I.

Produits alimentaires

Les prix mondiaux en baisse légère

Les prix mondiaux des produits alimentaires ont connu une légère baisse en raison de la chute des prix des céréales, des produits laitiers et du sucre, qui a, notamment permis de compenser les prix de la viande et des huiles, a annoncé l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sur son site web. L'Indice FAO des prix des produits alimentaires -un indice pondéré par les échanges commerciaux permettant de suivre l'évolution mensuelle des principaux groupes de produits alimentaires- a affiché une moyenne de 170,9 points en juillet 2019, soit en baisse de 1,1% par rapport à son niveau de juin, mais en hausse de 2,3% par rapport à l'année dernière au même moment.

Par produit, l'Indice FAO des prix des céréales a baissé de 2,7% depuis juin, mais a augmenté de 4,1% par rapport à son niveau enregistré en juillet 2018, expliquant ce recul par la faiblesse des prix du maïs et du blé dû entre autres aux larges stocks disponibles à l'exportation». L'Indice FAO des prix de l'huile végétale a augmenté de 0,8% en juillet grâce à la légère hausse des prix de l'huile de soja et de l'huile de tournesol qui a permis de compenser la baisse de la valeur de l'huile de palme, a affirmé la même source, ajoutant que «la baisse de la valeur de l'huile de palme était en grande partie due à l'augmentation sai-

sonnière de la production agricole en Asie du Sud-Est et à la faiblesse de la demande en importations». Quant à l'Indice FAO des prix de la viande, il a augmenté de 0,6% depuis juin, marquant ainsi une nouvelle hausse pour le 6^e mois d'affilée. Les prix de la viande ovine et bovine ont de nouveau augmenté en juillet, stimulés par une forte demande en importations en provenance d'Asie et par la réduction des stocks dans la région océanique due à une baisse saisonnière». S'agissant de l'Indice FAO des prix des produits laitiers, il a baissé de 2,9% depuis juin, marquant ainsi sa seconde baisse consécutive en l'espace de 2 mois. «Une situation qui s'explique par une baisse des cotations pour le beurre, le fromage et le lait entier en poudre». Enfin, l'Indice FAO des prix du sucre a connu la même tendance baissière, enregistrant un recul de 0,6% depuis 2019 en raison de prévisions faisant état de rendements plus importants de canne à sucre en Inde, le plus important producteur de sucre au monde. «Les prix mondiaux se sont partiellement stabilisés grâce au renforcement de la monnaie brésilienne, le real, face au dollar américain, une situation qui devrait avoir pour effet de diminuer les exportations en provenance du Brésil, plus grand exportateur de sucre au monde», a commenté l'agence onusienne.

Université de Bouira

Plus de 3500 nouveaux étudiants inscrits

Durant la 2^e phase des inscriptions, qui a eu lieu du 4 au 17 du mois courant, les choix de plus de 50% des nouveaux bacheliers s'est porté sur quatre filières, à savoir : les sciences économiques, les sciences de la nature et de la vie, le droit et les sciences sociales.

Selon les statistiques fournies par la cellule de communication de l'université, le nombre total d'étudiants attendus pour la prochaine rentrée atteindra le nombre de 24 500, contre 22 797 lors de la précédente année universitaire. Quant à l'encadrement pédagogique, il n'est que de 736 enseignants, soit une moyenne d'un enseignant pour 33 étudiants. Le déficit en enseignants qu'accuse l'université Akli Mohand-Oulhadj perdure depuis son ouverture, au début des années 2000. Pour combler ce manque d'encadrement pédagogique, pas moins de 200 nouveaux enseignants doivent être recrutés. Auparavant, l'administration avait fait appel à des enseignants travaillant dans le secondaire pour assurer des cours, notamment dans les départements des maths et de l'informatique. Certains enseignants ont été par la suite recrutés. Par ailleurs, concernant les formations de post-graduation, une demande a été faite auprès du ministère de l'Enseignement supérieur pour l'ouverture de 134 nouvelles places pédagogiques, dont 57 pour les sciences sociales, 25 pour le sport, 15 pour la langue et la culture amazighes... Celles-ci, en plus des 412 places existantes. En outre, l'université de

Bouira dispose de 12 laboratoires de recherche, ainsi que d'une cinquantaine d'unités de recherche auxquels ont adhéré près de 70% des enseignants. Cependant, le manque de matériel a été soulevé à plusieurs reprises par les étudiants et les enseignants chercheurs, notamment ceux des filières techniques et scientifiques. L'année universitaire 2018-2019 a été sanctionnée par la remise de diplômes à 4916 étudiants. 2784 ont obtenu des licences, 2132 sont des diplômés en master. Dans le cadre de la coopération et des échanges, l'université de Bouira a signé 26 accords, dont 3 avec des partenaires européens. Le volet de l'hébergement des étudiants a constitué un point noir pendant des années. La capacité d'accueil théorique des 6 résidences est estimée à 8300 lits, alors que le nombre de résidents était de 10 700. Des cités, telles celles de Zitouni-Seddik et de Kebal-Aïcha, ont connu une grande surcharge. «Avec l'ouverture de la cité des 1500 lits en juillet dernier, on pourra dire qu'il n'y aura pas de surcharge lors de la prochaine rentrée», dira le chargé de communication à la Direction des œuvres universitaires de Bouira.

T. H.



Tizi-Ouzou

La réception des hôtels publics en réhabilitation reportée à 2020

La réception de trois des six hôtels du secteur public en réhabilitation au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, prévue pour cette saison estivale a encore été repoussée à l'année prochaine, a-t-on appris auprès du directeur du tourisme. Il s'agit des hôtels Amraoua au chef-lieu de wilaya, El Arz à Tala-Guilef (60 km au Sud de Tizi-Ouzou) et Tamgout à Yakourene (40 km à l'Est de Tizi-Ouzou), gérés par l'Entreprise de gestion touristique (EGT) centre qui ne seront réceptionnés qu'en 2020 pour cause des «retards» enregistrés au niveau de ces chantiers. «L'opération de réhabilitation de ces hôtels enregistre, en effet, beaucoup de retard. C'était mal parti dès le départ, notamment à cause de la non-implication de la Direction du tourisme dont le rôle était uniquement le suivi des projets», a déploré, à ce propos, Rachid Ghedouchi. Annoncée pour cette année, la réception de ces hôtels en

plus des 3 autres, Lalla Khedidja et Belloua situé au chef-lieu de wilaya et le Bracelet d'Argent à Beni Yenni (70 km au Sud de Tizi-Ouzou) gérés par l'Entreprise touristique de Kabylie (ETK), enregistre beaucoup de retards dans l'avancement des travaux sur les chantiers. L'opération de réhabilitation de 6 hôtels publics que compte la wilaya a été inscrite en 2015, dans le cadre d'une opération de modernisation des infrastructures touristiques au niveau national lancée par le ministère du Tourisme, de l'Aménagement du territoire et de l'Artisanat, avec un budget de 1.315 milliards de centimes pour une durée de 15 mois. Confiés dans un premier temps à deux entreprises italiennes et un bureau d'étude et de suivi étranger, les travaux n'ont commencé effectivement sur sites qu'en 2017, pour non-conclusion dans les délais impartis des procédures administratives (publication des avis d'appel

d'offres, évaluation des offres et attribution des marchés). En mai dernier, indique Ghedouchi, «le contrat des deux sociétés italiennes ainsi que celui du bureau d'étude et de suivi étranger ont été résiliés, un autre avis d'appel d'offres a été lancé et deux entreprises ainsi qu'un nouveau bureau d'études nationaux ont été retenus» pour reprendre les travaux. S'agissant des trois hôtels gérés par l'ETK, le taux d'avancement des travaux sur les chantiers varie entre 70 et 85% sauf pour le Bracelet d'Argent qui «sera réceptionné en ce mois de septembre», et les deux autres lors du 1^{er} semestre de l'année prochaine, a indiqué le même responsable. Notons que ces hôtels, une fois réceptionnés, renforceront de quelque 1200 lits, la capacité du parc hôtelier de la wilaya, qui compte actuellement 33 infrastructures offrant 18 000 places.

Kahina Tasseda

Numérisation des registres du commerce à Blida
Près de 600 documents traités par jour

L'opération de modification du registre du commerce pour l'obtention du code électronique (RCE) suit son cours à Blida. L'antenne du Centre national du registre du commerce de cette wilaya continue de recevoir les détenteurs de registre du commerce pour la numérisation de leur document.

Au début du mois d'avril dernier, il y avait un important flux de commerçants au niveau de l'antenne en question, atteignant un pic de 600 personnes/jour, d'autant que le basculement du registre vers l'électronique était prévu au plus tard le jeudi 11 avril 2019. Durant cette période, la capacité de traite-

ment des registres ne dépassait pas les 200 documents par jour, et les commerçants étaient souvent invités à revenir le lendemain. Mais le rush a remarquablement diminué, puisque la date limite a été prolongée au 31 juillet 2019, partout en Algérie. Toutefois, et dans le but de répondre favorablement à toutes les demandes, une autre prolongation de délai vient d'être communiquée par le CNRC. «Le CNRC informe l'ensemble des commerçants inscrits au registre du commerce et n'ayant pas modifié leur extrait de registre du commerce sur la base de l'introduction du code électronique (RCE), que le dernier délai fixé pour la modification des extraits de registre du commerce a été reporté exceptionnellement au 30 septembre 2019», souligne la même source.

Pour rappel, l'appel destiné aux commerçants pour se présenter au CNRC dans le but de l'introduction du code électronique a été lancé en janvier dernier. Mais la plupart d'entre eux se sont présentés aux services du registre du commerce quelques semaines à peine avant la clôture de l'opération.

À l'époque, Khelifa Hayet, préposée à l'antenne locale du CNRC de la wilaya de Blida, avait déclaré que le but de cette opération de numérisation est d'éviter le trafic et d'élimi-

ner les registres caducs. «Auparavant, n'importe quel détenteur d'un registre du commerce pouvait trafiquer les données qui y sont mentionnées pour des utilisations frauduleuses. Mais une fois numérisé, le registre en question comportera un code QR, appelé aussi code barre 2D, dont les données sur le commerçant et le type d'activité demeurent infalsifiables et peuvent être lisibles via un smartphone ou une tablette. Aussi, cette opération permettra de réviser toute la banque de données du CNRC, soit en éliminant les registres caducs, ou en corriger les registres comportant des fautes». Et dans le but d'éviter le flux des derniers jours de cette opération, le ministère du Commerce invite, encore une fois, les opérateurs économiques, qu'ils soient des personnes physiques ou morales, non encore concernés par l'opération de numérisation, «à se rapprocher des antennes locales du Centre national du registre du commerce (CNRC) pour mettre en conformité leur extrait du registre du commerce dans les plus brefs délais». Notons que l'antenne du CNRC de la wilaya de Blida a recensé, au début de l'année en cours, 63 830 commerçants actifs, dont 56 352 ayant le statut de personne physique.

A. M.

Mila

Le centre spécialisé dans la protection de l'enfance à Oued Ennedja mis en exploitation dans 3 mois

La ministre de Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Ghania Eddalia, a instruit, ce mardi, à Mila, de mettre en exploitation «dans un délai de trois mois» le Centre spécialisé dans la protection de l'enfance et l'adolescence à Oued Ennedja.

«**I**l est impératif de mettre en service et d'exploiter ce centre dans les plus brefs délais», a indiqué la ministre lors de la baptismation du centre du nom du martyr Abderrahmane Kaddour. Eddalia a également appelé à impliquer les futurs résidents du centre d'une capacité d'accueil de 60 mineurs, comprenant des pavillons pédagogique, sportif et récréatif, dans les opérations d'entretien, notamment, les espaces verts et le reboisement. Elle a souligné que ces activités sont en mesure d'assurer une meilleure intégration des enfants et adolescents résidents et de contribuer à leur inculquer une culture environnementale. Au centre pédagogique et psychologique des enfants handicapés mentaux à Mila, la ministre a souligné l'importance d'une prise en charge «adéquate» de cette

catégorie, appelant à un travail de coordination avec les associations et les autres secteurs tels que la culture, la jeunesse et les sports, afin d'assurer diverses activités des adhérents de ces centres. La ministre a visité également une exposition des bénéficiaires des micro-crédits dans les différentes spécialités et catégories, et a eu à écouter les préoccupations soulevées et les expériences de certains jeunes cumulées dans divers domaines. Eddalia a présidé à l'occasion de la célébration du double anniversaire des offensives du Nord constantinois et du Congrès de la Soummam (20 Août 1955/1956), une cérémonie en l'honneur des membres de la famille révolutionnaire locale avant la remise des crédits aux bénéficiaires dans le cadre du programme «famille productive».

Mechaka A.



Djelfa

Installation du nouveau président de la cour



Le nouveau président de la cour de Djelfa, Abderrahmane Youcef, a été installé, ce mardi, en remplacement d'Ouezane Abdelhamid, nommé, à son tour, au poste de président de la cour d'El Oued dans le cadre du mouvement opéré par le chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah dans le corps de la magistrature. La cérémonie d'installation qui s'est déroulée au siège de la cour, a été présidée par le procureur général près la Cour suprême, Abderrahim Madjid, en qualité de représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, en présence des autorités locales civiles et militaires de la wilaya, de parlementaires, de citoyens, de cadres de ce corps et du bâtonnier régional. Au cours de cette cérémonie, le procureur général près la Cour suprême a évoqué la longue carrière du nouveau président de la Cour de Djelfa dans le secteur de la justice, soulignant que «ce dernier est l'un des cadres compétents capables d'insuffler une nouvelle dynamique au service de l'accomplissement des devoirs assignés aussi bien en termes de qualité que de quantité». Saluant les efforts consentis par l'ex-président de la cour de Djelfa, muté à El Oued pour occuper le même poste,

Madjid Abderrahim a rappelé que le nouveau président de la cour a occupé plusieurs postes dans de nombreux tribunaux à travers le pays, dont le dernier a été président du tribunal de Hussein Dey à Alger. Le procureur général près la Cour suprême a mis en avant, à cette occasion, les orientations du ministre de la Justice, notamment «la nécessité d'être conscients de l'ampleur des charges et nouvelles missions confiées particulièrement en cette étape décisive que traverse notre pays, où la lutte contre la corruption sous toutes ses formes, le recouvrement des fonds détournés et la consolidation du système d'intégrité nationale constituent des priorités urgentes et des missions à mener à bien pour la reprise du processus de développement et la réalisation de la prospérité pour les citoyens». «Ce que nous nous attelons à réaliser à l'heure actuelle est une justice citoyenne, au sens large du terme, notamment une justice moderne respectant les normes de flexibilité, de qualité, de facilité, de communication et de complémentarité positive avec l'ensemble des institutions de l'Etat et de ses acteurs», a-t-il indiqué au nom du ministre du secteur.

Toumi Ali

Souk Ahras

Des plans de développement «prometteurs» pour préserver les forêts et réhabiliter le liège

Des plans «prometteurs» de développement ont été adoptés dans la wilaya de Souk Ahras dans le but de valoriser le patrimoine liège et préserver le couvert végétal, a-t-on appris auprès de la Conservation des forêts. Plusieurs campagnes de reboisement ont été lancées pour récupérer des centaines d'hectares ravagés par les incendies dans les communes de Machrouha, Lahnanche, Sidi Fradj, Aïn Zana et Ouled Idris, où la richesse forestière représente une source des plus importantes pour l'économie, le tourisme et l'environnement, a précisé la même source. Ces efforts ont été consolidés par la réalisation de 500 km de délimitation des espaces forestiers, aux côtés de l'ouverture de pistes sur 960 km, des travaux d'entretien d'arbustes sur une super-

ficie de 500 ha, et la correction des cours d'eau pour un volume de 3100 m³, ainsi que la création de 20 sources d'eau et 13 serres, et la plantation de 20 ha de figue de Barbarie, a-t-on détaillé. Le programme en cours comprend également 27 projets de proximité développement rural, dont la plantation d'arbres fruitiers sur 380 ha, la réalisation des haies brise-vent sur une distance de 20 000 mètres, ainsi que 32 projets dans divers filières du développement rural. Ces projets visent la protection et la valorisation de la richesse forestière dans la wilaya de Souk Ahras en tant que «source économique significative» et la création de nouveaux emplois ainsi que l'amélioration des conditions de vie des habitants. Les forêts de la wilaya de Souk Ahras sont peuplées de plusieurs espèces,

entre autres le pin d'Alep, le chêne-liège, les cyprès, notamment. Les cours d'eau, ceux d'Oued Charef, Aïn Dalia notamment, ont contribué à la création d'un tissu forestier intégré à travers les sept plus grandes forêts de la wilaya, telles que Lahmema avec 9402 ha, Boumarzak (7462 ha), Ouled Bechih (6287 ha), a-t-on soutenu, relevant que le pins d'Alep totalisent 43 625 ha dans la wilaya contre 23 431 ha de chênes-lièges. Le patrimoine forestier de la wilaya de Souk Ahras est riche également par ses plantes très diversifiées, à savoir l'halfa, le tilleul, le peganium et le genévrier particulièrement et contribue à la préservation de nombreuses espèces animales, notamment le lapin sauvage, la perdrix, l'hyène, le sanglier et le cerf barbare.

Jijel

Raccordement de 840 foyers de la commune de Sidi Maârouf au réseau de gaz naturel

Pas moins de 840 foyers de la localité d'El Montaya, située sur les hauteurs de la commune de Sidi Maârouf (70 km à l'est de Jijel), ont été raccordés au réseau du gaz naturel à l'occasion de la célébration du double anniversaire de l'offensive du Nord-Constantinois et du Congrès de la Soummam (20 Août 1955/1956). Ce projet, pour lequel une enveloppe financière de l'ordre de 60 millions de dinars a été puisée du budget de la wilaya, a été réalisé dans un délai de 12 mois, selon les explications fournies sur les lieux. Cette opération, présidée par les autorités locales et tant attendue par les habitants de cette localité, permet d'améliorer le cadre de vie de centaines de familles de la région et de mettre fin aux «tracasseries» liées à la recherche des bonbonnes de gaz. Dans le cadre de la cérémonie commémorative, les autorités locales, civiles et militaires, ont également procédé à l'inauguration de plusieurs infrastructures dans la commune de Boumaârouf, entre autres, une salle de soin à Chekrida, ainsi qu'à la pose de la première pierre d'un projet de réalisation d'une stèle à l'effigie des chouchada de la guerre de libération nationale dans la localité de Boulahmam.

C. M.

Oran

Le 12^e régiment d'artillerie côtière baptisé du nom du chahid Frendi Mohamed

Le 12^e régiment d'artillerie côtière de la 2^e Région militaire a été baptisé, avant-hier, à Oran, du nom du chahid Frendi Mohamed, appelé «Si El Bachir», en présence de la famille du martyr et de représentants de la famille révolutionnaire.

L'opération de dénomination de cette unité militaire, située à Canastel (est d'Oran), a eu lieu au cours d'une cérémonie supervisée par le général Chaâlal Abdelaziz, commandant de la Façade maritime Ouest de la 2^e RM. Elle intervient conformément aux décisions du haut commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), portant dénomination des différentes structures de l'armée des noms des Martyrs et moudjahidine de la glorieuse Révolution et ce, en commémoration de la Journée nationale du Moudjahid. Le général Chaâlal a loué, à l'occasion, les sacrifices des martyrs de la glorieuse guerre de Libération nationale «qui ont pleinement rempli leur devoir», soulignant que «c'est par devoir et fidélité à leurs sacrifices que nous devons emprunter le même chemin. Cette opération de dénomination des structures de l'ANP des noms des valeureux martyrs et moudjahidine est non seulement un grand honneur, mais aussi une responsabilité majeure qui exige de nous d'être à la hauteur de leurs sacrifices, en particulier pour préserver la sécurité, la stabilité et la prospérité de l'Algérie». De son côté, le commandant du 12^e Régiment d'artillerie côtière, le colonel Belzekour

Hocine, a exprimé sa fierté de voir cette unité militaire porter le nom du chahid Frendi Mohammed lors d'une cérémonie consacrant le principe «Armée-nation», faisant savoir que «cette initiative, lancée par le haut commandement de l'ANP, est un vrai hommage aux sacrifices et au militantisme des symboles de notre glorieuse révolution». Né en 1925 à Boutlélis (Oran), Frendi Mohammed débuta son parcours révolutionnaire au sein de l'organisation civile du Front de libération nationale (FLN) dans la Wilaya IV historique. Fin 1956, il fut arrêté au quartier Sidi El Houari à Oran, où il subit d'atroces tortures de la police coloniale française au Centre «Châteauneuf». Condamné à mort, il réussit, après une période passée en prison, à s'évader avec un groupe de compagnons pour reprendre le chemin de la résistance. Mohamed Frendi tomba au champ d'honneur en 1957. Son corps n'a jamais été retrouvé d'où son surnom «le Chahid sans tombe». À l'occasion de cette cérémonie de dénomination, la famille du martyr a été honorée en présence de ses compagnons et de représentants de l'Organisation nationale des enfants des chouhada.

Lehouari K.



3655 bacheliers affectés à l'USTO-MB d'Oran

Quelque 3655 nouveaux bacheliers ont été affectés à l'Université des sciences et de la technologie d'Oran Mohamed-Boudiaf (USTO-MB) au titre de la prochaine rentrée 2019-2020, a-t-on appris du chargé de la communication auprès de cet établissement d'enseignement supérieur. La majorité de cet effectif suivra son cursus dans les domaines de formation des Sciences et technologies (ST, 1798 places

pédagogiques), des Sciences de la nature et de la vie (SNV, 606) et des Mathématiques et informatique (MI, 387), a précisé Boudia Maâmar. En outre, 215 bacheliers entameront leur parcours de formation en architecture, urbanisme et métiers de la ville (AUMV), 126 en Sciences et techniques des activités physiques et sportives (STAPS), et 58 en Sciences de la matière (SM). L'université compte également

3 filières à recrutement national, à savoir l'Hydraulique (182 places pédagogiques), le génie maritime (129) et la métallurgie (104). La rentrée à venir sera aussi marquée par l'ouverture d'une nouvelle Licence professionnelle dédiée à la technologie automobile au profit d'une 1^{re} promotion de 50 bacheliers, a indiqué le chargé de communication de l'USTO-MB.

L. K.

Mascara

Installation du président et du procureur général de la Cour



Les nouveaux président et procureur général de la Cour de Mascara, respectivement Mansour Abdelkader et Mahboubi Noureddine, ont été installés, avant-hier, à Mascara, par le président de la Chambre au Conseil d'Etat, Rouabhi Mohammedi, en sa qualité de représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux. Le mouvement opéré par le chef de l'Etat touchant les présidents de cour et procureurs généraux vise, a indiqué à cette occasion Rouabhi Mohammedi, «à hisser le niveau de responsabilité et des compétences afin d'améliorer les prestations judiciaires et participer avec force au développement national à travers la lutte contre la corruption». Le président de la Chambre au Conseil d'Etat a ajouté qu'il appartenait aux magistrats qui veillent à l'in-

dépendance du pouvoir judiciaire, «de faire preuve d'impartialité, de respecter les principes moraux de la profession et de veiller à l'application de la loi, ainsi qu'à œuvrer pour la communication et la complémentarité avec les différentes institutions de l'Etat». «Ce dont il va falloir réaliser est de veiller à faire du corps de la justice, une justice citoyenne, avec ce que cette expression suppose comme sens, une justice moderne et qui agit dans un cadre de responsabilité, de flexibilité, à assurer un bon service et d'être en phase avec la dynamique que connaît le pays actuellement», a-t-il indiqué. La cérémonie d'installation s'est déroulée au siège de la cour de Mascara en présence des autorités de la wilaya, de magistrats, des avocats et des membres du pouvoir judiciaire.

BREVES

CHLEF

- Un incendie a failli ravager la direction de wilaya des impôts, ce lundi, en début d'après-midi, n'étant la prompte intervention des éléments de la Protection civile. Ces derniers ont dû mobiliser d'importants moyens pour venir à bout du sinistre qui s'est déclaré dans un bureau situé au rez-de-chaussée, juste à l'entrée principale de cette administration. Cinq fonctionnaires incommodés par la fumée ont été secourus par les agents de la Protection civile, tandis que sur le plan matériel, de «légers dégâts» ont été relevés. Cependant, une enquête a été diligentée par les services de police pour cerner l'origine de l'incendie qui est parti d'un climatiseur, suivi d'une fuite de gaz de l'appareil en question, selon des informations recueillies sur place. Une équipe

de la police scientifique était à pied d'œuvre pour déterminer l'origine du feu, qui aurait pu détruire tout l'immeuble de l'administration fiscale qui chapeaute toutes les inspections des impôts de la wilaya. L'incendie a, comme il fallait s'y attendre, suscité moult spéculations et commentaires au sein de la population locale.

RELIZANE

- Tous les paramètres et indices sont favorables à l'édification d'un EPSP à Oued Djemaâ, a lancé une personne en direction du responsable du secteur, venu écouter les mécontents. «À chaque fois que nous nous manifestons, vous vous pressez d'entreprendre des opérations de replâtrage que vous abandonnez ensuite en cours de route», clame un

protestataire. Il précisera ensuite : «Nous avons réclamé l'affectation d'une ambulance, vous l'avez fait juste pour quelques semaines, nous avons insisté sur l'ouverture de la maternité, vous l'avez fait et quelque temps après, vous avez transféré le matériel vers un autre établissement et vous avez limité le service du pavillon.

MOSTAGANEM

- Rien ne va plus en matière de propreté dans la ville du saint-patron, Sidi Lakhdar Benkhelouf. Censée être une vitrine de la wilaya, avec ses belles plages et forêts, la ville de Sidi Lakhdar continue d'évoluer dans un environnement néfaste, qui influe négativement sur la qualité de vie des habitants. Plusieurs cités, quartiers, boulevards

et rues sont très sales. Des ordures de toutes sortes jonchent le sol. Même les brigades de balayeurs qui, dans un passé récent, s'évertuaient à nettoyer la ville, ont mystérieusement disparu. On assiste alors à une collecte des ordures qui laisse à désirer, avec un système de ramassage défaillant. D'ailleurs, le centre-ville n'a également pas échappé à cette dégradation qui altère le cadre de vie des citoyens. De leur côté, les responsables concernés, pour se justifier, déplorent le manque de moyens humains et matériels et regrettent l'incivisme de certains habitants. Une situation que l'on croyait dépassée, mais qui finalement semble vouloir perdurer, déplorent d'autres. En somme, Sidi Lakhdar, considérée comme la 2^e commune après Mostaganem, a perdu de son lustre d'antan.

Adrar

Des mesures «urgentes» pour améliorer l'alimentation en électricité à Reggane

Des mesures «urgentes» ont été prises par la Société de distribution d'électricité et de gaz (Sonelgaz-SDO) pour améliorer l'alimentation en électricité dans la commune de Reggane (Sud d'Adrar), a-t-on appris auprès des services de SDO-Adrar.

Susceptibles de mettre fin aux fréquentes coupures de courant électrique enregistrées ces derniers jours à travers certains quartiers de cette collectivité, ces mesures concernent, notamment, la redistribution des transformateurs électriques sur l'ensemble des lignes de distribution afin d'éviter la surcharge et identifier les «points noirs» sur le réseau. Ces actions viennent s'ajouter au programme 2020 portant notamment sur la réalisation de deux nouvelles lignes de distribution à Reggane pour renforcer le réseau, ainsi que l'installation de nouveaux transformateurs électriques pour l'amélioration de la distribution de cette énergie vitale. Une équipe technique de Sonelgaz-Béchar a été dépêchée sur place pour rétablir la situation, notamment au niveau de la nouvelle centrale électrique. Les fréquentes coupures de courant

électrique, enregistrées ces derniers jours, notamment dans l'après-midi, ont provoqué une large protestation des citoyens de cette région. Les habitants de la commune Reggane ont, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité de développer l'alimentation en gaz naturel et de raccorder au réseau principal les habitations de ksours répartis sur le territoire des communes de Reggane et Sali, ce qui permettra, selon ces derniers, de mettre fin aux difficultés en matière d'approvisionnement en bonbonnes de gaz butane. Les services de la Direction de Sonelgaz d'Adrar ont fait état d'un projet retenu en faveur de la commune de Reggane pour l'extension du réseau de gaz naturel sur une distance de 48 km, dont le lancement des travaux est prévu au mois de septembre prochain.

Kadiro Frih



Protestation populaire

Une délégation ministérielle huée à Djanet

Les ministres du gouvernement Bedoui n'arrivent toujours pas à sortir sur le terrain. En déplacement avant-hier à Djanet pour effectuer une visite de travail, la délégation ministérielle conduite par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Salah Eddine Dahmoune, composée des ministres de l'Education nationale, Belabed Abdelhaki, de l'Enseignement supérieur, Tayeb Bouzid, de la Santé, Mohamed Miraoui, de l'Habitat, Kamel Beldjoud, et des Ressources en eau, Ali Hammam, a été obligée d'écourter son séjour dans cette ville en raison de la colère populaire. Plusieurs vidéos circulant sur les réseaux sociaux ont mon-

tré un rassemblement de dizaines de personnes, le soir, à côté du bâtiment dans lequel se sont réunis les ministres avec des responsables locaux, durant lequel des manifestants scandaient : «Dégage !» ou «Klitou lebled ya serakine!» (voleurs, vous avez pillé le pays). Des citoyens se sont également introduits dans la salle des conférences, où le ministre de l'Intérieur devait s'exprimer sur le «développement local». Fustigeant le wali, Aïssa Boulahya, les contestataires ont empêché le ministre de poursuivre son discours. La délégation a été obligée de quitter la ville plus tôt que prévu. Il faut rappeler que ce moyen de protestation avait été

adopté par les citoyens de plusieurs régions du pays au début du Hirak. Les images du ministre de l'Energie qui n'a pu quitter l'aéroport de Tébessa au mois d'avril avaient fait le tour de la Toile. Les membres du gouvernement ont par la suite réduit leurs sorties publiques au strict minimum. A la veille de la rentrée sociale, instruction leur a été donnée de multiplier les activités afin de «rassurer» la population. Or, ce qui s'est passé à Djanet leur a rappelé que finalement, rien n'a changé. Le gouvernement Bedoui est toujours rejeté par les citoyens. En tout cas, cela prédit un retour en force de la protestation dès le mois prochain.

Tindouf

Une nouvelle centrale de production d'électricité à base d'énergie solaire en perspective

Le projet d'une nouvelle centrale de production d'électricité photovoltaïque à base d'énergie solaire sera lancé «prochainement» dans la wilaya de Tindouf à la faveur du renforcement et du développement des énergies nouvelles dans cette région, a-t-on appris auprès de la Direction de l'énergie. Le choix de terrain devant accueillir cette installation énergétique, d'une capacité de production de 11 mégawatts (MW), a été effectué au niveau d'une région située entre Tindouf et Hassi Abdallah, a indiqué le directeur de l'énergie par intérim, Mabrouk Chahami. Le futur projet énergétique s'inscrit dans le cadre de 9 centrales de production d'électricité photovoltaïque retenues pour les wilayas du

Sud du pays dans le cadre du programme de la SKTM (Shariket kahraba watakat Moutadjadida) pour le développement des énergies renouvelables, a expliqué ce responsable. L'objectif étant de renforcer les capacités de la production d'électricité, de réduire la consommation du gazoil dans la production d'électricité qui dépasse les 6000 litres/j dans cette wilaya dans l'extrême Sud-Ouest du pays. Le projet s'inscrit également dans le cadre de l'engagement de l'Etat d'introduire des énergies alternatives dans la production d'électricité. La wilaya de Tindouf avait bénéficié auparavant d'un projet similaire d'une capacité de 9 MW en cours d'exploitation, a indiqué Mabrouk Chahami. Cette centrale,

implantée dans la région de Merkala (commune de Tindouf), a permis la réalisation de 15% du total de la production électrique et d'atteindre un bond «qualitatif» en matière de production électrique qui est passée à une capacité globale de plus de 75 mégawatts dans cette wilaya frontalière. A signaler que le pic de la consommation d'électricité dans la wilaya de Tindouf, au cours de cette saison estivale, s'est élevé à plus de 71 mégawatts (MW), soit une augmentation de 4,4 % par rapport à l'année 2018 (un pic de 68%), situation qui nécessite le renforcement des capacités de production de cette énergie qui enregistre une forte demande notamment en période des fortes chaleurs.

Naâma

982 cas d'envenimation scorpionique et un décès depuis le début de l'année

La wilaya de Naâma a enregistré 982 cas d'envenimation scorpionique, dont un cas de décès, une fillette de 4 ans, depuis le début de l'année en cours jusqu'à la mi-août, a-t-on appris, hier, auprès de la Direction de la santé et de la population. Ce bilan est en hausse par rapport à la même période de l'année 2018, qui a enregistré près de 750 cas d'envenimation par piqûres de scorpion. Cette hausse est notamment due à la prolifération de cet insecte venimeux durant cet été, particulièrement depuis le début de juillet dernier. Il a été en outre constaté durant cette période, une baisse du nombre de décès. «Un seul cas de décès en 2019 signalé contre 3 cas l'année passée». Les zones qui connaissent la propagation des scorpions sont les communes d'Aïn Sefra, Naâma, El Biodh, ainsi que d'autres agglomérations relevant des communes de Tiout, Asla, Sfisifa. Le suivi et la prise en charge des victimes de piqûres de scorpions sont assurés par les établissements de

santé de proximité répartis à travers la wilaya. «Les produits anti-venin sont disponibles dans la plupart des structures de santé de la wilaya. Depuis le début de l'été en cours, plus de 1600 doses de sérums contre les piqûres de scorpion ont été distribuées aux différentes permanences sanitaires et les salles de soins, notamment celles relevant des communes et villages enclavés». De concert avec les collectivités locales, une opération d'intensification de la collecte de scorpions est menée, outre l'organisation de campagnes de sensibilisation pour la protection contre les dangers de ce type de venin. Une campagne de protection et de sensibilisation ciblant un certain nombre d'espaces de la wilaya, à savoir les marchés hebdomadaires, les places publiques, les vergers, les oasis et les points de regroupements des éleveurs, est organisée en collaboration avec des cadres de la Direction de la santé et de la population, et les agents de la Protection civile.

Filière cameline

Une commission de wilaya pour promouvoir l'activité d'élevage camelin à Ouargla

Une commission de wilaya a été créée pour la promotion de l'activité d'élevage camelin dans la wilaya de Ouargla, a-t-on appris auprès de la Direction des services agricoles (DSA). Cette instance, qui a été récemment installée, assure plusieurs missions dont notamment l'alimentation des chameliers en orge subventionné (2 kg/chamelle), l'assainissement et ajustement des listes des éleveurs du cheptel camelin à travers la wilaya, la facilitation de l'opération de distribution de cet aliment de bétail. Elle assure également le contrôle des listes actuelles des bénéficiaires de l'orge, le recensement des têtes du cheptel camelin, fixer les quantités de l'orge distribués aux chameliers, individuel ou ceux adhérents dans des associations, et l'élaboration des bilans mensuels des quantités de l'orge distribuées, selon la même source. La commission de wilaya est composée du directeur des services agricoles (DSA), du président de la Chambre de l'agriculture, du secrétaire de wilaya des paysans, des présidents des conseils professionnels des filières cameline, lait, céréales, et autres. L'initiative s'inscrit dans le cadre des efforts menés pour promouvoir, et accompagnement d'éleveur camelins dans cette région (plus de 1300 éleveurs) affiliés à la chambre de l'agriculture de la wilaya, notamment en matière de subvention de l'aliment de bétails, a-t-on signalé.

Les volets connectés IKEA privés de HomeKit au lancement

IKEA a décidé de mettre les bouchées doubles en ce qui concerne la domotique. Le géant suédois vient de créer un service dédié. Cela étant dit, il lui reste encore quelques ajustements à faire au lancement de ses produits. La preuve avec ses volets roulants.

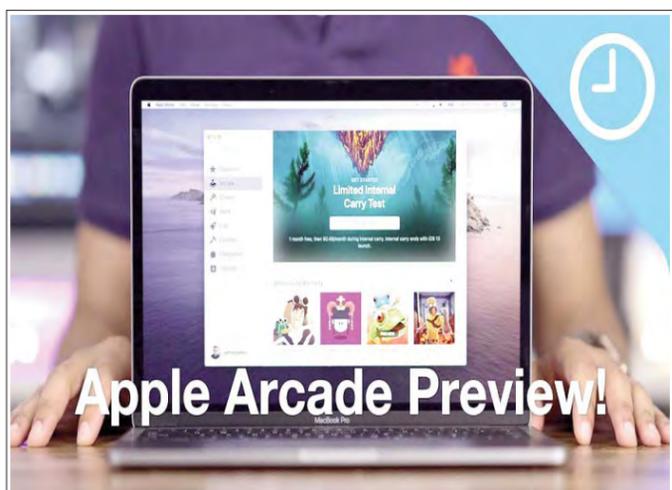
L'un des points clef des produits de domotique IKEA, mis à part leur prix très abordables, c'est leur compatibilité avec l'écosystème Apple HomeKit. Cela signifie qu'ils peuvent être utilisés avec d'autres appareils HomeKit et être regroupés et contrôlés en même temps, via les mêmes applications. Malheureusement pour l'un des produits phare à venir, les volets roulants intelligents IKEA FYRTUR, ceux-ci ne seront pas compatibles avec HomeKit au lancement. Si vous entendez parler pour la première fois, sachez que IKEA avait annoncé il y a

quelque temps son intention de lancer des volets roulants connectés. Étant donné qu'il n'y a pas encore beaucoup de produits de ce genre compatibles avec HomeKit sur le marché, c'était une très bonne nouvelle pour celles et ceux qui souhaitent équiper ainsi leur maison. Et qui sait, si le succès est au rendez-vous, voilà qui devrait ouvrir la voie à d'autres marques. Avoir du choix est toujours une bonne option pour les clients, cela permet, notamment de faire varier les tarifs, vers le bas. De quoi s'équiper à relativement moindres frais. Cela étant dit, IKEA vient de confirmer que la compatibilité HomeKit ne sera pas au rendez-vous au

lancement. Le géant suédois a cependant déclaré que celle-ci sera ajoutée plus tard, dans le courant de l'automne. La date précise n'a malheureusement pas été communiquée. Ce n'est pas la première fois que IKEA repousse une compatibilité avec HomeKit. Précédemment, la marque avait reporté la prise en charge du protocole de domotique d'Apple pour ses prises connectées. Celle-ci avait fini par arriver. Mieux vaut tard que jamais. Et avec la mise en place d'un service dédié à la domotique, nul doute que ce genre de contretemps devrait rapidement finir par disparaître.



Apple Arcade se dévoile dans une version preview



Apple s'apprête à lancer Apple Arcade, un système via abonnement mensuel donnant accès «gratuitement» à nombre d'applications et de jeux. Aujourd'hui, la plate-forme se dévoile dans une version preview. L'occasion de découvrir ce à quoi s'attendre au lancement officiel. Selon un récent rapport, Apple s'apprêterait à lancer un service via abonnement, Apple Arcade. Pour 4,99 \$ par mois, vous avez accès à tout parmi une sélection de jeux et applications premium. Cela étant dit, mis à part une annonce officielle succincte et plusieurs rumeurs de sources distinctes, nous n'en savons pas beaucoup plus. Voici aujourd'hui qu'une version preview fait son

apparition, de manière tout à fait officielle, mais celle-ci livre tout de même de nombreux indices sur ce à quoi s'attendre. Voici donc tout ce qu'il faut savoir. Les équipes de 9to5Mac sont parvenues à mettre la main sur une version preview d'Apple Arcade. L'occasion rêvée pour découvrir à quoi pourra ressembler le service et quel genre de jeux et applications il proposera. La vidéo proposée ne montre pas l'intégralité du catalogue de jeux au menu, mais parmi ceux qui sont montrés, on citera, notamment les Way of the Turtle, Down in Bermuda, Hot Lava, Kings of the Castle, SneakySasquatch ou Frogger in ToyTown. Il a aussi plusieurs fois été suggéré que les jeux dans Apple

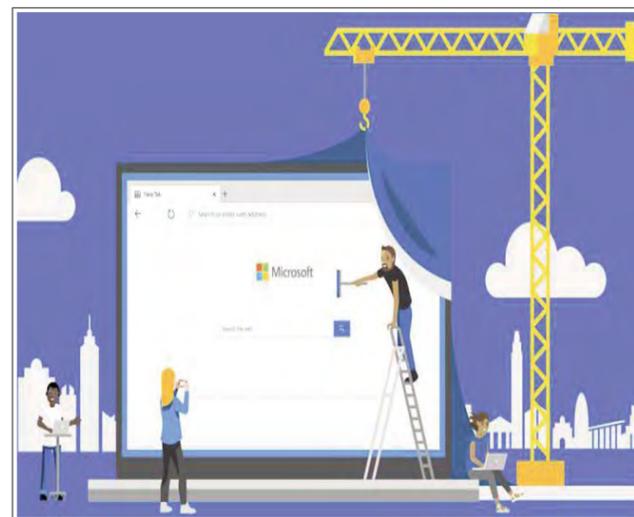
Arcade pourraient être séparés des jeux dans l'iOS App Store, ce qui pourrait donner une raison supplémentaire aux joueurs de vouloir s'abonner aux services pour profiter de titres qui seraient exclusifs à Apple Arcade. La firme de Cupertino pourrait aussi proposer un mois d'essai gratuit pour les joueurs qui souhaiteraient tester avant de décider de sauter le pas et s'abonner. Pour l'heure, nul ne sait encore quand le service sera officiellement lancé. Il est très probable que ce soit pour iOS 13, dont le lancement devrait avoir lieu dans le courant du mois de septembre. Encore un peu de patience et nous pourrions découvrir toutes ces nouveautés.

Microsoft EdgeChromium passe en version bêta

Microsoft avait créé la surprise en annonçant travailler sur une version entièrement remaniée de son navigateur web Edge. Celle-ci repose sur Chromium, le moteur de Google. Aujourd'hui, voici qu'il est disponible en version bêta, accessible au grand public. Avoir le choix est souvent une bonne chose. Cela peut aussi créer quelques soucis, évidemment. Par exemple les nombreux navigateurs web qui existent, aujourd'hui, sur le marché. Tous, ou presque, reposent sur des socles différents, ce qui signifie que, en terme de compatibilité, dans le rendu des sites, notamment, certaines choses fonctionneront sur certains sites et d'autres non. Ce fut particulièrement vrai du temps d'Internet Explorer, puis aux débuts de Firefox et Chrome. Aujourd'hui, la tendance semble à

l'harmonisation. Et la décision de Microsoft de proposer un EdgeChromium va clairement en ce sens. Si ce fut une véritable surprise d'apprendre que Microsoft travaillait à repenser totalement son navigateur Edge, avec une base Google Chromium, le projet prenait tout son sens dans cette optique d'homogénéisation. Si vous êtes aujourd'hui intéressé (e) de savoir ce que Edge a à offrir par rapport à la concurrence, avec son tout nouveau moteur, sachez que la firme de Redmond vient d'annoncer l'ouverture d'une phase de bêta publique. Autrement dit, tout le monde peut télécharger et essayer cette nouvelle version. Ce n'est pas la 1^{re} fois que Microsoft ouvre son EdgeChromium aux tests. Cela étant dit, les phases de

test précédentes étaient vraiment expérimentales. Avec cette version, l'ensemble s'annonce bien plus stable, l'expérience devrait être sympathique pour une utilisation au quotidien. Il ne s'agit, cependant, que d'une version bêta, et comme telle, certains bugs peuvent bien évidemment subsister. Interrogé par Engadget, Joe Belfiore, vice-Président des Expériences Microsoft Windows, déclarait : «Les gens peuvent l'installer et l'utiliser comme «navigateur de tous les jours». Outre les données que l'on reçoit, nous écoutons aussi les commentaires. «c'est tellement bien fait, vous devriez la passer en bêta... c'est plus stable que ce à quoi nous nous attendions d'une version dev ou Canary. Si vous êtes intéressé (e), direction la page dédiée sur le site de Microsoft pour la télécharger.



Le réseau Tor serait plus vulnérable qu'il n'y paraît

De plus en plus d'internautes en quête d'anonymat se tournent vers le réseau Tor, surtout dans les pays où la liberté d'expression est inexistante, voire dangereuse. Des chercheurs viennent de montrer que Tor est relativement vulnérable. Des chercheurs ont démontré il y a quelques jours lors de la conférence USENIX, qu'il est moins coûteux et plus fiable de dégrader les performances du réseau Tor, plutôt que d'essayer de dés-anonymiser son trafic, comme de nombreux pays tentent de le faire. Il s'agit d'une autre solution pour entraver le

réseau Tor que plusieurs pays pourraient utiliser à l'avenir... Les chercheurs de l'Université de Georgetown et du US Naval Research Laboratory ont mis en évidence que les attaques DDoS seraient redoutables pour le service. Jusqu'à présent, on pouvait entendre qu'il serait difficile de mener une attaque DDoS contre le réseau Tor, car il serait nécessaire de disposer d'au moins 512,73 Gb/s et que cela nécessiterait 7 millions de dollars par mois, un chiffre évoluant constamment grâce au progrès du service Tor. Pourtant, en s'y prenant

différemment, le coût mensuel pourrait considérablement chuter et les ressources nécessaires nettement plus faibles. Les spécialistes avancent trois techniques visant uniquement certains maillons composant le réseau Tor et non son ensemble, afin de le faire saturer pour perturber l'activité des utilisateurs de façon permanente. Les spécialistes de la sécurité expliquent qu'avec seulement 17.000 \$/mois et en visant uniquement les ponts Tor (des serveurs spéciaux agissant comme des points d'entrée sur le réseau, au

nombre de 12), il serait possible de saturer le réseau. Il serait, également, possible de viser uniquement TorFlow (le système de répartition de charge du réseau Tor) avec seulement 2.800 \$/mois ! De quoi faire chuter les taux de téléchargement des utilisateurs du réseau, afin de nuire à leurs activités de façon très efficace. Dernière solution tout aussi efficace, des attaques DDoS exploitant des failles des relais Tor. D'après les chercheurs, il serait possible de faire chuter la vitesse de téléchargement par 2 avec seulement 1.700 \$/mois...

On note donc que des pays souhaitant mettre des bâtons dans les roues du réseau Tor pourraient à l'avenir se tourner vers ce type de solution, plutôt que de tenter de dés-anonymiser le réseau Tor. Les spécialistes de la sécurité expliquent : «Les états sont connus pour parrainer des attaques par déni de service. La facilité de déploiement et le faible coût de nos attaques suggèrent que les acteurs étatiques pourraient raisonnablement les mettre en place pour perturber Tor sur des échelles de temps aussi bien courtes que longues».

L'exercice combat mieux le stress dehors qu'en salle de sport

Selon une nouvelle étude publiée dans la revue *Mental Health and Prevention*, faire du sport en plein air est plus efficace pour soulager le stress que l'entraînement en intérieur.

On pensait depuis longtemps que les espaces verts avaient un impact positif sur la santé mentale, et une nouvelle étude réalisée par des experts de l'Université de Roehampton, ainsi qu'une équipe en Allemagne, a montré que l'effet calmant de la nature se produit, également, pendant l'exercice. Le

Dr Sandra Klaperski et ses collègues ont demandé à 140 participants de l'étude qui s'exercent régulièrement dans une salle de sport ou en plein air de noter leur humeur, leur niveau de stress et leur sentiment d'anxiété avant et après l'exercice. Les chercheurs ont découvert que travailler dans des espaces verts avait un plus grand

effet de soulagement du stress que l'exercice en intérieur. Le groupe indoor a signalé des niveaux de stress de 2,42 sur 5 avant l'exercice, qui a diminué de 8% à 2,23 après l'exercice, tandis que le niveau de stress du groupe de plein air a été réduit de 13%, passant de 2,35 à 2,05 sur 5. «Cela pourrait, néanmoins, suggérer que les exercices dans la nature, et la

course en plein air en particulier, ont des effets positifs plus importants sur l'humeur et le niveau de stress perçu que les types d'exercices en intérieur», ont écrit les auteurs. La course à pied est apparue comme le meilleur exercice, car les chercheurs ont découvert qu'elle améliorerait l'agitation et la mauvaise humeur d'environ 27%, le stress de 14% et

l'anxiété de 16%. Le seul exercice d'intérieur qui ait permis d'améliorer de manière significative l'humeur et le stress était la natation, les experts ayant noté une réduction de 11% du stress. Cependant, toutes les activités ont amélioré l'humeur, le stress et l'anxiété, ce qui confirme que avoir une activité physique peut améliorer la santé mentale.



Les femmes vivant près des régions boisées seraient plus touchées par la maladie de Lyme



Tandis que le nombre de cas de maladie de Lyme est à la hausse, des chercheurs se sont penchés sur les populations les plus à risque. Les femmes blanches, aisées, âgées de 61 à 65 ans seraient particulièrement concernées. Toutes les populations ne semblent pas

égales face à la maladie de Lyme. Des chercheurs britanniques ont montré que les femmes blanches et relativement aisées étaient davantage concernées par la maladie, car elles vivent plus près des zones infestées. Un pic a également été enregistré chez les fillettes et les femmes âgées de 61

à 65 ans. Une équipe du National Institute for Health Research (Londres) s'est intéressé aux populations les plus à risque de contracter la maladie de Lyme. Pour ce faire, ils ont analysé 2361 patients admis à l'hôpital pour cette infection bactérienne en Angleterre et au Pays de Galle, entre 1998 et 2015. Leur première observation, c'est que 60% de ces personnes étaient des femmes. Parmi elles, les plus touchées étaient de filles âgées de 6 à 10 ans, et des seniors âgées de 61 à 65 ans. Autre constat : 96% des patients étaient de type caucasien. En outre, le sud-ouest de l'Angleterre, dont les habitants sont plutôt riches, enregistrait le plus grand nombre de cas pendant la période étudiée. Le fait que les femmes blanches et aisées sont plus susceptibles de vivre près des bois ou de champs infestés de tiques, et qu'elles sont plus enclines à demander de l'aide que les hommes, pourrait expliquer ces résultats, selon les chercheurs.

D'après eux, les populations masculine et féminine auraient un comportement différent en matière de santé. Les activités de loisir, plus développées chez les enfants et les personnes âgées, entraîneraient, également, une exposition plus importante aux habitats de tiques chez ces populations, que celle qui découle des activités professionnelles chez les adultes plus jeunes. «L'association apparente entre l'origine ethnique et la borréliose de Lyme est probablement due à des raisons socioculturelles et comportementales», estiment les experts. «Par exemple, le fait de vivre dans une zone où les tiques vectrices de la maladie ont plus de chances d'abonder». Dans cette étude, publiée dans la revue *BMC Public Health*, les chercheurs soulignent l'augmentation des cas de borréliose au Royaume-Uni. Cela pourrait conjointement être dû à une meilleure sensibilisation du grand public et des professionnels

de santé à la maladie... mais aussi à une «véritable augmentation» du nombre de tiques infectées. Le réchauffement climatique est d'ailleurs propice au développement de ces arachnides. Actuellement, la maladie de Lyme est encore très difficile à diagnostiquer, et reste assez méconnue par le corps médical. Certains patients ne sont diagnostiqués que des années plus tard -voire jamais. En effet, s'il faut guetter l'apparition d'un érythème migrant après une morsure de tique, celui-ci n'apparaît pas toujours... Cela ne veut pas dire pour autant que la bête n'était pas porteuse de la *Borrelia*- bactérie à l'origine de cette maladie. Autre problème : le test Elisa, actuellement utilisé pour dépister la borréliose, n'est pas toujours fiable -en particulier si la maladie est installée depuis longtemps. Celui-ci peut donc afficher un résultat négatif, alors même que le patient est bien atteint de Lyme.

• Votre oreille bourdonne, c'est gênant, voici pourquoi

Les bourdonnements dans l'oreille peuvent être particulièrement gênants et sont, pour certains, assez fréquents. 10% de la population seraient victimes d'acouphènes. Afin d'éviter leur apparition, chacun a sa méthode. Certaines sont plus efficaces que d'autres. Ne prenez pas à trop forte dose certains médicaments comme l'aspirine, l'ibuprofène®. Ces derniers peuvent, en trop grande quantité, entraîner une baisse de l'audition et être nocifs pour vos oreilles. C'est le cas aussi de quelques antibiotiques (les aminosides). Éloignez-vous le plus possible du bruit. Ne consommez pas trop de sel car il fait croître la tension artérielle. Nettoyez-vous régulièrement les oreilles. Si ces précautions ne suffisent pas et que vous constatez des bourdonnements dans l'oreille, il est important d'identifier les causes. En voici quelques-unes.

Un bouchon de cire

Si vous avez une sensation de résonance dans une oreille, il est possible que cela soit à cause d'un bouchon de cérumen. L'accumulation

de cire gêne l'arrivée sonore dans le conduit auditif jusqu'à l'oreille interne. Du coup, le moindre bruit est ressenti comme du vent à l'intérieur de l'oreille. Après l'ablation d'un bouchon de cérumen, il convient de vérifier l'aspect du tympan, et de contrôler l'audition pour ne pas sous-estimer une autre lésion.

Une tumeur bénigne dans l'oreille

C'est une tumeur bénigne, mais potentiellement agressive en raison de sa proximité avec des structures telles que le tronc cérébral, expliquent les spécialistes. Elle touche particulièrement les personnes âgées entre 30 et 60 ans, mais des formes génétiques peuvent concerner les enfants et les adolescents. Les symptômes, des acouphènes essentiellement on retrouve souvent des palpitations, des maux de tête et des vertiges ou encore une paralysie faciale.

Une maladie de Ménière

Bourdonnements, sensation d'oreille bouchée, vertiges... Si ces symptômes se déclenchent par crise,

il s'agit peut-être d'une maladie de Ménière. «Cette pathologie ressemble schématiquement à une hyperpression de l'oreille interne» explique les ORL. Elle touche de façon chronique les personnes âgées entre 30 et 60 ans. Dans 80% des cas, une seule oreille est touchée, mais elle peut aussi être bilatérale. Il est difficile de traiter la maladie car on n'en connaît pas encore la cause. Cependant, certains médicaments sont prescrits pour réduire la pression dans l'oreille interne. Parmi eux : les médicaments diurétiques (ils engendrent une perte accrue de liquide dans les urines), et des vasodilatateurs (ils augmentent l'ouverture des vaisseaux sanguins). En cas d'échec, on fait appel aux traitements chirurgicaux.

La prise d'un médicament

Certains traitements prescrits à des doses inadaptées peuvent être toxiques pour les oreilles et provoquer des bourdonnements, mettent en garde les spécialistes. Les anti-inflammatoires non stéroïdiens (AINS) : Aspirine, Ibuprofène. S'ils sont prescrits



à forte dose, leur présence doit être contrôlée dans le sang du patient pour voir s'il existe un risque d'acouphènes. Les antibiotiques : «Les aminosides sont une famille d'antibiotiques le plus souvent administrés par voie intra-veineuse, souvent utilisés en réanimation, mais également contenus dans certaines

gouttes auriculaires ; ces aminosides sont toxiques pour les cellules de l'oreille interne, ajoute notre interlocuteur.

La chimiothérapie : «Surtout celles à base de platine, utilisées dans de nombreuses indications (tumeurs digestives, tumeurs ORL).

Patrimoine

La robe kabyle s'insinue dans le trousseau de la mariée à Mila

Le jour du mariage, chaque mariée aspire à se montrer sous ses plus beaux atours, en défilant devant sa belle-famille et les convives étrennant des robes traditionnelles reflétant les traditions et la culture de la région dont elle est originaire, mais le fait le plus saillant actuellement à Mila, c'est de voir la robe kabyle, avec ses couleurs chatoyantes, s'insinuer peu à peu dans le trousseau de nombreuses mariées, en plus des gandouras habituelles.

Avec plus de 18 ans d'expérience dans la confection des trousseaux des mariées et les différentes gandouras traditionnelles, Amina Abderrezak, couturière à Mila, affirme qu'en plus de la traditionnelle gandoura en velours brodée de fils d'or, le «karakou» et le caftan, la robe kabyle est devenue, ces derniers temps, un vêtement «indispensable» dans le trousseau de la mariée à Mila. Cette artisane a évoqué, à cet effet, la «Tassdira» du mariage, autrement dit l'incontournable tradition exigeant de la mariée de défiler au milieu des invités revêtant différentes tenues traditionnelles expressément cousues en prévision de ce jour, en particulier devant les proches du marié. A ce titre, de nombreuses mariées mettent un point d'honneur à faire étalage de leur élégance en exhibant les plus belles gandouras traditionnelles faisant partie du patrimoine de leur région, mais aussi de celui des autres régions du pays, d'où «l'incursion» de la robe kabyle dans le trousseau de l'épousée à Mila. «Au moment de la Tassdira, la mariée apparaît de prime abord en habit traditionnel local, généralement une robe blanche en référence à la culture et au patrimoine de la région, avant de porter le karakou algérois, la robe oranais (blousa), la gandoura en velours constantinoise (Katifa), en plus des tenues chaoui et kabyle», confie Amina Abderrezak. Et d'ajouter : «Beaucoup de mariées emportent désormais dans leur trousseau une robe kabyle, pour signifier leur appartenance à l'Algérie et leur respect de la diversité du riche patrimoine national».

Selon l'artisane, l'une des raisons pour lesquelles l'épousée choisit une robe traditionnelle ne faisant pas partie du patrimoine de la région, c'est aussi un moyen à travers lequel la mariée pénètre dans le foyer marital, dans le cas où le mari serait originaire d'une région différente, comme «preuve de son intention de vouloir cohabiter et s'adapter à son nouvel environnement». Autre facteur susceptible d'expliquer l'engouement des mariées pour la robe kabyle, c'est aussi sa simplicité raffinée, ses couleurs pétillantes et son prix jugé «raisonnable» par rapport à certaines autres tenues traditionnelles onéreuses que porte la mariée le jour de son mariage. De son côté, un vendeur local de robes de mariage assure avoir enregistré récemment des demandes pour la gandoura kabyle de la part de nombreuses jeunes filles, ajoutant que même si, pour l'heure, cette demande n'est pas encore très forte, cela indique néanmoins que la robe kabyle va figurer davantage dans le trousseau de la mariée.

La robe kabyle, simple, confortable et pratique

Originaire de Mila et nouvellement mariée, Mme Nouha, soutient, pour sa part, que «la robe kabyle s'est frayée une place parmi les tenues traditionnelles de la mariée. Elle fait partie de notre tradition et de notre identité qui n'est pas exclusive à une seule région», affirmant que la fête du mariage représente «une occasion de faire connaître notre



patrimoine et nos spécificités vestimentaires à la beauté imparable, conférant à la jeune fille algérienne élégance et grâce». La toute nouvelle mariée, ayant emporté une robe kabyle dans son trousseau, explique que cette tenue traditionnelle est simple, confortable et pratique comparativement au reste des gandouras qu'elle a portées au moment de la Tassdira. Selon le chef de service du patrimoine culturel à la Direction de la culture de la wilaya de Mila, Lezghad Chiaba, la présence de la robe kabyle dans les mariages n'est pas étrangère à la culture et au

patrimoine local, d'autant que les frontières s'entrecroisent au Nord avec celles de la petite Kabylie, à l'instar de la wilaya de Jijel, ou encore au Sud avec celles de la wilaya de Batna et la région des Chaouia, d'où cette influence du patrimoine environnant. De manière générale, la robe kabyle suscite l'intérêt des jeunes filles de par la qualité du tissu, sa conception simple et pratique, ainsi que les symboles bigarrés qui ornent notamment l'encolure et ce, sans porter préjudice au caractère conservateur de la femme algérienne.

Ghazaouet

Quand Abdelkader Secteur fait le show sur la plage d'Oued Abdallah



Les Ghazaoutis se souviendront longtemps de la 3^e édition du festival «les nuits du rire de Ghazaouet» organisée à la plage d'Oued Abdallah par le Centre des arts et des expositions (Carex) de Tlemcen et ce, en collaboration avec l'association «Les fils des deux frères». Cette édition qui a rassemblé pendant trois jours une pléiade d'artistes humoristes de renommée, s'est terminée dimanche dernier dans un brouhaha indescriptible et sous les applaudissements de quelque 4000 spectateurs, qui sont venus rendre un hommage à leur idole et tête d'affiche de l'humour, en l'occurrence Abdelkader Secteur, l'artiste de Ghazaouet, qui a coupé sa tournée internationale pour venir gratifier dans sa ville natale le public d'un super one man show ingénument humoristique qui coupe le souffle. Selon le directeur du Carex de Tlemcen, Amine Boudefla, cette star du rire a rejoint cette édition pour faire spécialement plaisir au public de Ghazaouet qui l'a vu naître, avant de se lancer dans une carrière internationale réussie. La première journée

a vu la programmation de Lahcène Laho, une autre étoile montante du rire de Ghazaouet avec le trio humoriste Haroudi d'Oran. La deuxième soirée a été consacrée au trio Amarna de Sidi Bel-Abbès et la star de Kahwat El Gosto, Samir Mazouri. Pour la troisième et dernière soirée, ce sont l'humoriste Guezzen Mustafa, plus connu sous le pseudo de «Hadjia ZaZa» et l'artiste Mustafa Bila Houdoud, qui ont fait vibrer la scène de la plage d'Oued Abdallah. En tout, trois jours de rire et de délire, véritables antidotes contre la crise et la morosité ambiante. Selon Boudefla, le Carex compte continuer sur ces événements en organisant un événement dans chaque daïra et pourquoi pas dans chaque commune de la wilaya de Tlemcen, et ensuite porter la culture vers toutes les régions de la wilaya en collaboration avec le mouvement associatif, après le succès enregistré lors du ciné plage qui s'est déroulé à la plage de Marsat Benmhidi, et l'édition des nuits de rire de Ghazaouet.

7^e édition du camp national des activités scientifiques pour jeunes Plus de 100 participants à Jijel

La 7^e édition du camp national des activités scientifiques pour jeunes a été lancée, ce mardi, à Jijel, avec la participation de plus de 100 jeunes venus de 26 wilayas du pays. «Ce camp vise principalement à promouvoir l'activité scientifique parmi la jeunesse et à créer des passerelles de rencontres entre les jeunes dans ce domaine, ainsi que l'échange d'idées et de connaissances dans le cadre du tourisme scientifique», a précisé le responsable de cette activité, Idris Tabouche. Tenu au centre des loisirs scientifiques au chef-lieu de wilaya, les activités de ce camp s'appuient sur 3 axes principaux, à savoir l'astronomie, l'électronique et l'audiovisuel, a fait savoir la même source, soulignant que les partici-

pants exposent leurs projets et participent à un concours national devant récompenser les meilleurs travaux dans le domaine. La même source a ajouté que des ateliers seront organisés dans la matinée en marge du camp, pour former les participants en audiovisuel et en astronomie, soulignant que les après-midi seront réservés pour des sorties touristiques. Les participants à cette 7^e édition du camp national des activités scientifiques pour jeunes sont également invités à des soirées d'observation des étoiles en bord de mer. A noter que ce camp qui devra se poursuivre jusqu'au 24 août courant sera clôturé par une cérémonie de remise des prix aux trois premiers lauréats du concours de cette édition.





Sahara Occidental

Violation de l'accord de cessez-le-feu, les manœuvres marocaines à Guerguerat menacent la sécurité de toute la région

Le président de la République arabe sahraouie démocratique (RASD), Brahim Ghali, a mis en garde le régime marocain contre la poursuite de ses tentatives de changer le statu quo dans la zone tampon Guerguerat, soulignant que «la violation de l'accord de cessez-le-feu conclu sur cette zone peut provoquer un conflit armé qui menacerait la sécurité de toute la région».

S'exprimant dans un entretien accordé à la chaîne TV américaine «Al Hurra», diffusé, mardi soir, le président sahraoui a mis en garde le régime marocain contre la poursuite de ses tentatives de changer le statu quo dans la zone tampon Guerguerat, dénonçant la violation marocaine de l'accord de cessez-le-feu de 1991 conclu à cet effet. Rappelant l'illégalité de la route érigée par le régime marocain dans cette zone pour faire acheminer vers des pays africains des ressources naturelles sahraouies pillées, le président de la RASD a indiqué avoir saisi le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres et le Conseil de sécurité pour mettre fin à ce problème. «Nous avons clairement exprimé auprès du SG de l'ONU notre préoccupation quant aux manœuvres marocaines visant à transgresser l'accord de cessez-le-feu sur cette zone. C'est de la responsabilité du Conseil de sécurité de faire face à ce problème qui risque d'être une source de tension et une bombe qui pourra exploser à tout moment. Probablement, ça sera une des causes qui enflammera toute la région», a averti, en outre, Ghali. Au cours des derniers jours, les autorités marocaines ont fait venir un groupe d'agents de sécurité et de renseignement marocains et les ont installés à proximité de la route construite et goudronnée illégalement à travers la zone tampon située dans la région méridionale du Sahara occidental. Les autorités marocaines ont construit aussi une cabane pour abriter le groupe et sont sur le point d'ériger d'autres bâtiments illégaux dans la région dans l'objectif d'exploiter cette zone pour le passage vers des pays africains des ressources naturelles sahraouies pillées dans les territoires occupés, dont les produits halieutiques et des matières premières, tel que le phosphate. Assurant que le régime marocain a manqué de respect envers la communauté internationale à travers ses agissements, le dirigeant sahraoui a appelé le Conseil de sécurité à agir de «manière décisive» face à cette situation. En l'absence d'une réaction ferme de l'ONU, Ghali n'a pas exclu le recours aux armes, soutenant que le peuple sahraoui ne peut se taire devant de «tels

dépassements récurrents» commis par les autorités du régime marocain.

Les Sahraouis ne sont pas Marocains pour accepter un plan d'autonomie

«Le peuple sahraoui est impatient et la communauté internationale doit assumer ses responsabilités et accélérer le processus de l'autodétermination par le biais d'un référendum libre, juste et transparent permettant aux Sahraouis de s'exprimer sur son destin. C'est notre droit et nous allons le concrétiser malgré l'entêtement du régime marocain», a souligné, encore, Ghali. Interrogé sur le plan d'autonomie défendu par le Maroc, le chef de l'Etat sahraoui a rejeté catégoriquement ce projet «mort-né» du roi Mohammed VI, rappelant que le Sahara occidental est inscrit au sein de l'Assemblée générale des Nations unies parmi les 17 territoires concernés par le processus de décolonisation. «Le roi du Maroc, comme tout colonialiste, cherche des solutions boiteuses», a noté Ghali, ajoutant «que les Sahraouis ne sont pas Marocains pour accepter un plan d'autonomie». «L'autonomie peut être une solution aux zones rebelles dans un Etat. Nous n'avons pas été Marocains, nous ne sommes pas Marocains et nous ne serons pas Marocains. Si le régime marocain est généreux, il n'a qu'à accorder l'autonomie à la région du Rif», a fait observer le président sahraoui. «Nous réclamons notre droit à l'autodétermination. Le peuple sahraoui doit s'exprimer librement dans un référendum et ne pas être sous les armes ou sous l'oppression», a-t-il insisté. Le président de la RASD a critiqué, par ailleurs, le traitement de la question sahraouie au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, affirmant que «le peuple sahraoui est déçu en particulier de la position de la France, qui est devenue, selon lui, une partie du problème». «Celle-ci obstrue, a-t-il relevé, les efforts de la communauté internationale dans l'application de la légitimité internationale et l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui». Dans ce contexte, le dirigeant sahraoui



a demandé au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités en veillant à trouver une solution au conflit sahraoui afin d'éviter une guerre dans une «région déjà instable».

Le maintien du statu quo, dangereux pour la région et coûteux pour l'ONU

Le représentant du Front Polisario en Australie et en Nouvelle-Zélande, Kamal Fadel, a soutenu dans un avis publié, lundi, dans le «Wall Street Journal» que le maintien du statu quo au Sahara occidental, comme le souhaite le Maroc, «est dangereux pour la région et coûteux pour l'ONU, les Etats-Unis et la communauté internationale en général». Répondant à l'article de Dion Nissenbaum sur le Sahara occidental «La guerre dormante attire les projecteurs des Etats-Unis», publié la semaine dernière dans le Wall Street Journal, Fadel a attiré l'attention sur le fait que «la lecture de l'article pourrait laisser penser que le maintien du statu quo était la meilleure option disponible» pour la question du Sahara occidental. «C'est une idée pour laquelle le Maroc fait pression sans relâche, mais c'est une option dangereuse, non seulement pour le Sahara occidental, mais pour toute la région. C'est aussi une option coûteuse pour l'ONU et,

d'autre part, pour les Etats-Unis», a souligné le diplomate sahraoui. Il a averti que «la patience du peuple sahraoui est en train de s'épuiser», rappelant que «le Maroc n'a pas réussi à gagner le cœur et l'esprit des Sahraouis au cours de ses 44 années d'occupation».

La partie sahraouie fait preuve de patience et de sagesse dans son traitement avec l'ONU

Il a indiqué que «les fausses affirmations véhiculées par l'article de Dion Nissenbaum sont trompeuses», affirmant que le peuple sahraoui devrait plutôt «être autorisé à décider de son avenir par référendum», car, explique le diplomate sahraoui, «toute solution mal conçue ou à moitié préparée pourrait attiser le mécontentement et conduire à la reprise des hostilités». Il a également accusé l'occupant marocain «d'utiliser la carte de la peur pour maintenir l'occupation illégale de la dernière colonie en Afrique», soulignant dans ce sens qu'«il faut trouver rapidement une solution juste et durable à la question du Sahara occidental ce qui contribuera à la stabilité de la région et à la protection de toute menace à la paix dans le monde». Le ministère sahraoui de l'Information a dénoncé, mercredi dernier, la tentative du Royaume marocain

d'induire en erreur l'opinion publique sur la position des Etats-Unis quant à la question sahraouie à travers des articles de presse rémunérés visant la désinformation et la falsification de faits. S'exprimant dans un communiqué, le ministère sahraoui a réagi à l'information diffusée la veille par l'agence de presse marocaine MAP reprenant un article publié par Wall Street Journal, selon lequel «les Etats-Unis auraient clairement indiqué que Washington ne soutiendrait pas un plan qui conduirait à une nouvelle nation africaine». Relevant que le Maroc avait déjà tenté d'induire en erreur l'opinion publique sur la position des Etats-Unis sur le Sahara occidental, en propageant de fausses informations, le communiqué du ministère sahraoui, a indiqué que «la publication d'articles de presse rémunérés ne changera pas le fait que le Royaume marocain n'est qu'une puissance occupante des territoires de la République sahraouie». À cet effet, le département sahraoui de l'Information a précisé que l'article du journaliste américain, Dion Nissenbaum, a été publié sur les pages du Wall Street Journal, après une visite organisée à son intention par la Direction générale des études et de la documentation marocaine (DGED), sous la couverture du ministère des Affaires étrangères marocain.

Ahsene Saaid / Ag.

Etats-Unis

Le Président Trump soutient l'idée d'inviter la Russie à réintégrer le G7

À la veille de la réunion du G7 en France, le président américain, Donald Trump, a exprimé, ce mardi, son soutien à l'idée d'inviter la Russie à réintégrer le Groupe des 7 (G7), rétablissant le bloc en tant que groupe des 8 (G8), ont rapporté, hier, des médias.

S'adressant à la presse depuis la Maison-Blanche, Trump a déclaré qu'il était « beaucoup plus approprié que la Russie figure parmi les pays » du bloc, ajoutant que « cela devrait être le G8,

car beaucoup des sujets que nous évoquons ont à voir avec la Russie ». « Si quelqu'un voulait présenter cette motion, je serais certainement disposé à y réfléchir très favorablement », a-t-il indiqué. Les propos de Trump

interviennent quelques jours avant sa visite en France pour le sommet du G7 de cette année. Pour rappel, Moscou a été exclu de la dernière réunion du G8 prévue en 2014, à cause des tensions en Ukraine.

Zimbabwe

Une nouvelle marche de l'opposition interdite

Une nouvelle marche organisée, ce mardi, pour protester contre la détérioration de la situation économique au Zimbabwe, prévue dans Gweru, 3^e ville du pays, a été interdite par la police, a annoncé le principal parti d'opposition. Il s'agit de la 3^e marche d'opposition interdite en moins d'une semaine après celles de Harare et Bulawayo. À chaque fois, la police est déployée pour empêcher les manifestants de défiler dans les rues et d'atteindre les points de rassemblement. Dans un communiqué, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), estime que ces interdictions représentent de facto la mise en place « d'un Etat d'urgence ». Ces manifestations devaient être les premières depuis celles de janvier contre la hausse des carburants, violemment réprimées par les forces de l'ordre. Le Président Mnangagwa, qui a succédé fin 2017 à Robert Mugabe, aux commandes du pays pendant 37 ans, s'est engagé à relancer l'économie, jusqu'à présent en vain. Le Zimbabwe est confronté à des pénuries régulières de denrées de première nécessité, comme la farine, le pain, l'huile, mais aussi les carburants. Les Zimbabwéens sont aussi soumis à de très longues coupures d'électricité.

USA-Venezuela

Trump et Maduro confirment des contacts «à très haut niveau» entre Washington et Caracas

Le président américain Donald Trump et son homologue vénézuélien Nicolas Maduro ont confirmé que des contacts « à très haut niveau » avaient lieu entre Caracas et Washington pour désamorcer les tensions existant entre les deux pays depuis plusieurs mois, ont rapporté, hier, des médias locaux. « Nous parlons à plusieurs représentants du Venezuela. Nous aidons le Venezuela du mieux que nous pouvons », a déclaré, mardi soir, le président américain depuis la Maison-Blanche, selon les mêmes sources. « Je ne veux pas dire qui, mais nous parlons à un très haut niveau », a ajouté Trump, alors que Washington, qui soutient l'opposant Juan Guaido, ne reconnaît pas l'autorité de Maduro et pousse pour son départ. « Il y a 15 ans c'était l'un des pays les plus riches.

Maintenant c'est l'un des pays les plus pauvres », a également fait observer le locataire de la Maison-Blanche. Dans la même soirée, le Président Nicolas Maduro a confirmé les déclarations de son homologue américain, soulignant que ces contacts avaient lieu « depuis des mois ». « Je confirme qu'il existe depuis des mois des contacts entre des hauts fonctionnaires du gouvernement des Etats-Unis, de Donald Trump, et du gouvernement bolivarien que je préside, avec mon autorisation expresse », a-t-il déclaré à la radio et à la télévision. Lundi, le chef du commandement Sud des Etats-Unis, l'amiral Craig Faller, a assuré que la marine américaine était prête « à faire le nécessaire » au Venezuela, après que Donald Trump a indiqué être prêt à envisager un embar-

go total du pays. Washington a imposé en avril un embargo pétrolier au Venezuela pour accentuer la pression sur Maduro et le forcer à quitter la présidence. Puis début août, le Président Trump a ordonné le gel de tous les biens du gouvernement du Venezuela aux Etats-Unis et interdit les transactions avec le pouvoir socialiste. En réaction à ces nouvelles sanctions, Maduro avait suspendu le 7 août le dialogue entamé depuis mi-mai entre ses représentants et une délégation de l'opposition, sous l'égide de la Norvège. La crise politique au Venezuela s'est aggravée depuis le 23 janvier dernier, lorsque Juan Guaido, dirigeant de l'opposition et président du Parlement, s'est autoproclamé président par intérim lors d'un rassemblement dans la capitale Caracas.

Denucléarisation : USA-Corée du Nord

Pompeo reconnaît des «obstacles» dans les négociations entre Washington et Pyongyang

Le secrétaire d'Etat américain, Mike Pompeo, a reconnu que les négociations de travail entre Washington et Pyongyang n'ont pas repris aussi vite qu'ils le souhaitent, évoquant existence d'« obstacles sur la route », ont rapporté, hier, des médias locaux. « Nous ne sommes pas revenus à la table aussi rapidement que nous l'aurions espéré », a confié Mike Pompeo dans une interview accordée, ce mardi, à la chaîne CBS. « Nous savons qu'il y aura des embûches en cours de route », a ajouté le chef de la diplomatie américaine. La tension dans la péninsule coréenne s'est récemment aggravée avec le lancement vendredi de projectiles à courte portée par Pyongyang, le 6^e du genre depuis trois semaines et considéré comme une manifestation contre les exercices militaires américano-coréens. Lorsqu'on lui a demandé si le lancement de projectiles à courte portée de Pyongyang le concernait, Mike Pompeo a déclaré : « Je souhaite qu'ils ne le fassent pas ». Dans ce contexte, le représentant spécial des Etats-Unis pour la République populaire démocratique de Corée (RPDC), Stephen Biegun, en tournée au Japon et en Corée du Sud, a affirmé, hier, que les Etats-Unis sont « prêts » à reprendre leurs discussions de travail avec Pyongyang sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. « Nous sommes prêts à entamer des discussions dès que nous aurons des nouvelles de nos homologues nord-coréens », a affirmé l'envoyé spécial américain pour la Corée du Nord qui s'exprimait à l'issue d'un entretien avec son homologue sud-coréen Lee Do-hoon, à Séoul, où il est actuellement en visite.

Sécurisation du G7 à Biarritz

Quelque 13 200 policiers et gendarmes mobilisés en France

Quelque 13 200 policiers et gendarmes, épaulés par les forces militaires, ont été mobilisés pour assurer la sécurité du G7 à Biarritz, dans le sud-ouest de la France, ce week-end, a fait savoir, ce mardi, le ministre de l'Intérieur. « Nous ne tolérerons aucun débordement. S'ils surviennent, nous y répondrons », a ajouté devant la presse Christophe Castaner, en déplacement dans cette ville balnéaire où le sommet se tiendra du 24 au 26 août. Le G7, a souligné le ministre, est l'objet potentiel de « trois menaces majeures », à commencer par celle « d'individus violents que je ne confonds pas avec les manifestants pacifiques ». S'agissant de la tenue du contre-sommet à Irun, dans le nord de l'Espagne, et à Hendaye, ville française qui lui fait face de l'autre côté de la frontière, il a indiqué qu'« il devait pouvoir se tenir librement (...). Il n'est pas question d'empêcher la libre expression non violente des opinions ». Il a aussi évoqué « la menace terroriste » pour laquelle « un sommet international peut constituer une cible », même s'il a relevé qu'il n'y avait à l'heure actuelle « pas d'alerte particulière ». Il a enfin évoqué la « menace cyber », allusion aux possibles attaques sur les réseaux Internet. Castaner a insisté sur « la coopération exceptionnelle », notamment en matière de renseignement, avec l'Espagne, qui mobilisera des effectifs de son côté de la frontière, sans en détailler l'importance. Du côté des secours, le ministre a évoqué la présence de 400 sapeurs-pompiers et de 13 équipes mobiles d'urgence et de réanimation.

Italie

Le Président Mattarella lance les consultations en vue d'une nouvelle coalition gouvernementale

Après la démission du Premier ministre italien Giuseppe Conte, ce mardi, et la fin du premier gouvernement populiste, le président italien Sergio Mattarella a lancé, hier, des consultations expresses qui vont voir diverses formations proposer la constitution d'une nouvelle majorité de gouvernement après la fin de la coalition Ligue-Mouvement 5 Etoiles, rapportent des médias. A (14h GMT), le président, qui dans le système parlementaire italien détient les clés pour le dénouement de la crise, initiera ses traditionnelles « consultations » par un appel téléphonique à son

prédéceseur Giorgio Napolitano, 94 ans (mai 2006 à janvier 2015). Ensuite, il recevra, sur 2 jours, les présidents du Sénat et de la Chambre des députés puis tous les groupes parlementaires, en terminant, jeudi, par le plus numériquement, celui du M5S, fort de sa victoire aux législatives de 2018 avec plus de 32% des voix. Qualifié d'« irresponsable » et d'« opportuniste », mardi, au Sénat par le Premier ministre sortant Giuseppe Conte, le chef de la Ligue (extrême droite), Matteo Salvini réclamera au président « la voie royale » du retour aux urnes car « en

démocratie la chose la plus belle c'est voter ». Le Président Mattarella dispose d'une série d'options, y compris en dernier ressort, si aucune majorité n'émerge, celle d'un scrutin anticipé. Mais il est notoirement réticent à cette idée car il serait organisé à l'automne, au moment où la 3^e économie de la zone euro, lourdement endettée et à l'arrêt, devra présenter à la Commission européenne son projet de budget pour 2020. Il écouter les propositions des uns et des autres puis prendra une décision, peut-être pas avant vendredi.

Grande-Bretagne-UE

Londres cessera d'assister à la plupart des réunions de l'Union européenne à partir du 1^{er} septembre

Les représentants britanniques cesseront d'assister à la plupart des réunions de l'Union européenne à partir du 1^{er} septembre, à l'exception de celles « concernant l'intérêt national », comme la sécurité, a annoncé, ce mardi, le ministre chargé du Brexit, prévu le 31 octobre. Le gouvernement estime que le temps ainsi gagné sera mieux utilisé en se concentrant sur le Brexit. Le Premier ministre Boris Johnson continuera toutefois d'assister au Conseil européen, a précisé le ministre dans un communiqué. « Beaucoup des discussions à ces réunions de l'UE traiteront de l'Union après que le Royaume-Uni en sera sorti », a justifié le ministre. « Libérer les représentants de ces réunions leur permettra de mieux concentrer leurs talents sur nos priorités nationales immédiates », a-t-il ajouté. Londres a

assuré que cette décision ne visait « en aucun cas à gêner le fonctionnement de l'UE », précisant que « le vote britannique serait délégué de façon à ne pas bloquer les affaires en cours des 27 autres membres ». Boris Johnson, qui a succédé à Theresa May comme Premier ministre fin juillet, s'est dit prêt à quitter l'UE le 31 octobre avec ou sans accord. L'UE a répété à maintes reprises qu'elle n'était pas prête à renégocier l'accord de Brexit conclu avec May. Mais l'heure tourne et Boris Johnson se rend mercredi à Berlin puis jeudi à Paris pour rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel et le président français Emmanuel Macron afin d'essayer de les convaincre de se rallier à sa vision du Brexit, avant un sommet du G7 à Biarritz (sud-ouest de la France) en fin de semaine.

Crise en Syrie

L'envoyé spécial chinois appelle à «des efforts concertés»

L'envoyé spécial de la Chine pour la Syrie, Xie Xiaoyang, a appelé, ce mardi, à «des efforts conjoints et concertés» de la communauté internationale pour «se diriger dans la bonne direction et trouver une solution politique à la crise en Syrie».

A l'issue de sa rencontre mardi à Genève avec l'envoyé spécial de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, Xie a réaffirmé «le soutien de la Chine au rôle des Nations unies en tant que principal canal de médiation» dans la crise syrienne. Xie a rappelé que «de réels progrès ont été réalisés dans la formation de la commission constitutionnelle en Syrie du fait que les parties sont sur le point de parvenir à un accord», ce qui selon lui «constitue un pas en avant dans le processus politique de

résolution de la crise». Compte tenu de l'incertitude qui règne dans la province syrienne d'Idleb et dans le Nord-Est du pays, l'émissaire chinois a mis l'accent sur trois éléments clés pour résoudre la crise, à savoir l'accélération de la solution politique, la lutte sans relâche contre le terrorisme et la reconstruction économique de la Syrie d'une manière stable et progressive. Il a réaffirmé que la Chine avait «toujours adhéré à une solution politique à la crise syrienne en encourageant activement la paix par des

pourparlers, en maintenant la communication et la coordination avec les parties concernées et en s'associant aux efforts de paix internationaux par des initiatives et des propositions». «Depuis le début de la crise syrienne, la Chine a fourni une aide humanitaire importante au peuple syrien», a rappelé Xie, soulignant que son pays «continuera de le faire dans la mesure de ses moyens pour le peuple et la reconstruction de la Syrie».

Le Président Al Assad salue la victoire de l'armée syrienne à Idleb

Le président syrien, Bachar Al Assad, a salué les récentes avancées militaires de l'armée syrienne dans la province d'Idleb dans le nord-ouest du pays, soulignant que les victoires réalisées témoignaient de la détermination de l'armée à lutter contre les groupes terroristes jusqu'à la libération de toute la Syrie, ont rapporté, ce mercredi, des médias locaux. S'exprimant à l'occasion d'une rencontre, tenue mardi à Damas, avec une délégation du parti «Russie unie» conduite par le député Dimitri Sabline, le Président Al Assad a salué les récentes avancées militaires de l'armée syrienne

dans la province d'Idleb dans le nord-ouest du pays, a indiqué l'agence syrienne Sana. Lors de cette rencontre à Damas, le président syrien a souligné également que «les victoires récoltées dans la guerre contre le terrorisme témoignaient de la détermination de l'armée syrienne à continuer de frapper les groupes terroristes jusqu'à la libération de toute la Syrie». Les récentes batailles menées par l'armée syrienne à Idleb ont révélé le «soutien illimité» de la Turquie aux groupes terroristes, a-t-il en outre souligné. Mardi, l'Observatoire syrien des Droits de l'Homme (OSDH) a

annoncé que les groupes terroristes s'étaient retirés de la ville stratégique de Khan Cheikhoun dans la périphérie d'Idleb ainsi que de villes clés dans la région nord voisine de la province de Hama. L'OSDH, basé au Royaume-Uni et s'appuyant sur des sources locales, a ajouté que les groupes armés s'étaient retirés de cette zone par crainte d'un siège de l'armée syrienne, qui avançait dans cette zone. Par ailleurs, des médias syriens ont rapporté, ce mercredi, que des avions de chasse syriens ont commencé à sillonner toute la région dont les terroristes se sont retirés, en

vue de préparer l'entrée des troupes gouvernementales pour sécuriser lieu. L'armée syrienne avait lancé depuis plusieurs semaines une vaste offensive à Khan Cheikhoun pour déloger les groupes terroristes, dont le «Front Al Nosra», (affilié à Al Qaïda). L'armée avait récemment avancé sur cette ville avec pour objectif de la capturer et de sécuriser une partie de la route principale Damas-Alep près d'Idleb. Idleb et la région rurale au nord de Hama figurent parmi les zones de désescalade prévues dans un accord conclu entre la Russie et la Turquie en septembre dernier.

Soudan

Les 11 membres du Conseil souverain ont prêté serment

Les 11 membres du Conseil souverain, Instance qui dirigera le Soudan pendant les 3 années de transition vers un pouvoir civil, ont prêté serment, ce mercredi, a rapporté l'agence de presse soudanaise, Suna. Celui qui était chef du Conseil militaire de transition (CMT), le général Abdel Fattah Al Burhane, a d'abord prêté serment comme président du Conseil souverain, suivi 2 h plus tard par l'ensemble des membres de cette instance, a indiqué Suna. Un décret constitutionnel devrait être publié plus tard pour dissoudre le CMT, qui dirige le pays depuis l'éviction de l'ancien président Omar El Béchir le 11 avril dernier. La composition du Conseil souverain qui compte 11 membres a été approuvée mardi soir par le CMT. Et la mise en place de ces nouvelles institutions intervient en vertu de l'accord signé par le CMT avec l'opposition, samedi dernier, relatif à la transition vers un gouvernement civil au Soudan. L'accord a mis fin à des mois de manifestations, déclenchés le 19 décembre par la décision du gouvernement de tripler le prix du pain avant de se transformer en contestation du pouvoir du général El Bachir destitué et arrêté par l'armée le 11 avril. Les protestations se sont poursuivies pour réclamer un gouvernement civil. Plus de 250 personnes ont été tuées lors des troubles déclenchés le 19 décembre au Soudan, notamment dans la dispersion brutale d'un sit-in devant le QG de l'armée à Khartoum qui a fait 127 morts le 3 juin, selon des médecins proches de la contestation.

Yémen

Un drone militaire américain a été abattu à Sanaa

Un drone états-unien américain «MQ-9» a été abattu mardi dans le gouvernorat yéménite de Dhamar, a rapporté, ce mercredi, l'Agence Reuters, citant l'entourage du Président Trump. Tard dans la soirée de mardi, un drone américain a été abattu au-dessus du territoire yéménite, ont annoncé à l'agence Reuters deux représentants de l'administration Trump. Il s'agit d'un drone militaire MQ-9, a-t-il été précisé. Il est tombé dans le gouvernorat de Dhamar, à une centaine de kilomètres au sud de la capitale Sanaa. L'annonce survient après qu'un porte-parole des Houthis eut déclaré plus tôt dans la journée, cité par la chaîne Al Masirah, que les systèmes de défense antiaérienne du mouvement avaient abattu un drone américain, sans donner plus de précisions. En outre, le porte-parole a mis en garde la coalition dirigée par l'Arabie saoudite qui «doit réfléchir mille fois avant de s'introduire dans l'espace aérien yéménite». En juin, l'armée américaine a accusé les Houthis d'avoir abattu un drone du gouvernement états-unien avec l'aide de l'Iran.

Au 3^e jour de manifestation

L'Indonésie envoie des renforts en Papouasie

La province indonésienne de Papouasie a connu, ce mercredi, un troisième jour de manifestations qui ont par endroits dégénéré en affrontements, poussant Jakarta à envoyer quelque 1200 militaires et policiers en renfort. Le gouvernement a appelé au retour au calme dans cette province pauvre de l'extrême est de l'archipel. Les émeutes ont commencé lundi après l'arrestation pendant le week-end de 43 étudiants papous et des injures racistes prononcées à leur égard. Plusieurs centaines de manifestants ont défilé dans les rues des villes de Sorong et de FakFak à l'ouest de l'île, et plusieurs villes de cette région riche en matières premières étaient paralysées mercredi, dont Manokwari où des magasins et le parlement local ont été incendiés par des émeutiers lundi. Plusieurs policiers ont été blessés, selon les

autorités. Des informations non confirmées ont fait état de manifestants blessés. Quelque 900 policiers et 300 militaires ont été déployés à Manokwari et Sorong, ont indiqué, ce mercredi, le gouvernement et les autorités de Papouasie. Le porte-parole de la police nationale Muhammad Iqbal a estimé que la situation restait «globalement sous contrôle», précisant les forces de l'ordre n'étaient pas équipées de balles réelles. La colère s'est répandue à travers la Papouasie après des informations sur l'arrestation samedi de 43 étudiants papous par la police à Surabaya, la deuxième ville du pays, sur l'île de Java. La police anti-émeute a investi un dortoir pour déloger des étudiants papous qui avaient été accusés d'avoir détruit un drapeau indonésien le jour de la fête de l'Indépendance de l'Indonésie.

Les policiers les ont arrêtés et interrogés avant de les libérer. Parallèlement, une manifestation contre la présence des étudiants papous a été organisée au cours de laquelle des injures raciales ont été proférées. Le président indonésien Joko Widodo a promis une enquête sur les incidents survenus à Surabaya et devrait se rendre dans la province prochainement. La région riche en ressources naturelles, connaît une rébellion indépendantiste sporadique contre le gouvernement indonésien. La Papouasie s'est déclarée indépendante en 1961, mais l'Indonésie en a pris le contrôle par la force en 1963 et l'a officiellement annexée en 1969. De nombreux Papous réclament l'indépendance, comme la Papouasie Nouvelle-Guinée, autre moitié de cette grande île qui l'a obtenue en 1975 après avoir été une colonie australienne.

Secours de Migrants en Espagne Madrid n'exclut pas de sanctionner financièrement l'Open Arms

Le gouvernement espagnol n'a pas exclu mercredi de sanctionner financièrement l'ONG Open Arms, qui n'avait pas reçu l'autorisation d'effectuer des opérations de secours au large de la Libye. Après une attente de plusieurs jours à proximité de Lampedusa et l'envoi mardi par Madrid d'un navire de sa marine de guerre pour récupérer les migrants secourus par le bateau espagnol, ces derniers ont finalement débarqué sur cette petite île du sud de l'Italie dans la nuit de mardi à mercredi, sur ordre d'un procureur italien. «Nous sommes dans un Etat de droit. Tout le monde sait ce qu'il peut faire et ce qu'il ne peut pas faire», a déclaré, spécifiquement interrogée sur d'éventuelles sanctions financières, Mme Carmen Calvo, la vice-présidente du gouvernement socialiste, sur la radio Cadena Ser. Selon un document de la Direction générale de la marine marchande espagnole, l'ONG risque jusqu'à 901.000 euros d'amende en Espagne. S'il «a une autorisation pour de l'aide humanitaire»,

«l'Open Arms n'a pas de permis pour secourir. Le commandant du bateau le sait et le ministre des Transports, dont dépend la marine marchande, lui a répété à plusieurs occasions», a ajouté Mme Calvo. L'Open Arms, qui était alors immobilisé depuis trois mois dans le port de Barcelone, avait été autorisé en avril à lever l'ancre, mais uniquement pour transporter du matériel humanitaire vers les îles grecques de Samos et de Lesbos. Ignorant l'interdiction de se rendre au large de la Libye pour y secourir des migrants, le navire avait mis le cap sur cette zone en dépit des risques de sanctions. «Si je dois payer par de la prison ou par une amende le fait de sauver les vies de quelques personnes, je le ferai», avait assuré le fondateur de l'ONG Oscar Camps. Carmen Calvo a par ailleurs souligné que le bâtiment de guerre envoyé mardi par Madrid pourrait prendre en charge les migrants que l'Espagne a accepté d'accueillir dans le cadre d'un accord avec cinq autres pays européens.»

Rentrée scolaire

3.000 DA aux élèves nécessiteux

La prime de scolarité de 3.000 DA, octroyée aux élèves issus des familles nécessiteuses, sera distribuée aux bénéficiaires, durant la première semaine de la rentrée. C'est ce qu'a affirmé Messaoud Amraoui, membre de la commission éducation de l'Assemblée populaire nationale (APN). Amraoui a indiqué que toutes les mesures ont été prises pour remettre cette prime aux élèves issus de familles démunies et ce, dans les délais impartis, précisant que la situation économique et politique que traverse le pays n'a pas eu d'impact sur la politique de solidarité adoptée par l'État en faveur des couches vulnérables de la société. «Les listes des bénéficiaires ont été déjà arrêtées pour procéder au lancement de l'opération juste après la rentrée scolaire», a précisé le membre de l'APN. Et d'ajouter que les listes ont été établies par le ministère de l'Éducation nationale en coordination avec le ministère de la Solidarité nationale, à travers les directions de l'action sociale, ainsi que les collectivités locales. Il a assuré que les préparatifs de distribution de la prime de scolarité remise chaque année aux élèves des familles nécessiteuses, ont été entamés avant la fin de

l'année scolaire écoulée. D'ailleurs, il a été demandé aux concernés de présenter les documents attestant de leur situation sociale. Amraoui a souligné dans ce sillage l'engagement de l'État à multiplier les mécanismes visant à aider les catégories vulnérables de la société en consacrant le principe de l'égalité des chances et ce, en dépit de la situation que traverse le pays actuellement. «La prime de scolarité est une aide permettant aux élèves dont les parents sont dans le besoin de continuer leur cursus scolaire au même titre que les autres élèves», a-t-il noté, ajoutant que but assigné à travers l'action sociale dans le secteur de l'Éducation nationale est de lutter contre le phénomène de la déperdition scolaire qui résulte dans la plupart des cas de la situation financière qui pousse les élèves à désertir précocement les bancs de l'école pour aider leurs familles. Selon le député, des sommes importantes sont consacrées par l'État pour assurer la prime de scolarité et la gratuité des livres scolaires au profit des élèves vivant dans des conditions financières difficiles. Il convient de rappeler que pour assurer le bon déroulement de la rentrée scolaire fixée cette année pour le

4 septembre prochain, toutes les mesures ont été prises par le secteur de l'éducation nationale et d'autres secteurs concernés, comme c'est le cas de celui de la Solidarité nationale, à titre d'exemple. Il faut savoir dans ce cadre que le ministère de la Solidarité nationale reste fidèle à l'action engagée à chaque début d'année scolaire pour superviser l'opération de distribution d'un important nombre de fournitures scolaires aux élèves dans le besoin. Des actions qui confirment davantage l'engagement de l'État à assurer l'accompagnement et le soutien nécessaire pour les catégories vulnérables de la société. En outre, des efforts considérables sont consentis en vue de garantir aux enfants aux besoins spécifiques le droit à la scolarité au même titre que les autres enfants. Par ailleurs, le ministère de l'Éducation nationale s'est attelé à réunir les meilleures conditions pour cette rentrée scolaire, en garantissant, notamment la disponibilité du manuel scolaire, d'autant plus que son acquisition constitue un souci majeur pour l'élève.

Houda H.

Pollution d'eau

La Banque mondiale tire la sonnette d'alarme

Cette pollution affecte les pays riches comme les pays pauvres. Outre ses conséquences sur la santé publique, elle freine la croissance économique des régions touchées. La Banque mondiale évoque une «crise invisible». Dans un rapport publié mardi, elle s'alarme de la qualité de l'eau, polluée par les nitrates, les métaux lourds et les microplastiques. Cette mauvaise qualité de l'eau peut coûter jusqu'à un tiers de la croissance économique potentielle dans les régions les plus touchées, affirme l'institution de développement. Ce problème concerne les pays riches comme les pays pauvres. «Il est clair que le statut de pays à haut revenu n'immunise pas contre des problèmes de qualité de l'eau», précise le rapport. «Non seulement une diminution de la pollution ne va pas de pair avec la croissance économique mais l'éventail de polluants tend à augmenter avec la prospérité d'un pays», note le document. Ainsi, aux États-Unis, un millier de nouveaux produits chimiques sont déversés dans l'environnement chaque année, soit trois nouveaux

types de produits chaque jour. La Banque mondiale appelle dans ce rapport à mieux savoir mesurer la qualité de l'eau dans le monde et à ce que cette information soit systématiquement diffusée au public. Il rappelle que plus de 80% des eaux usées dans le monde - 95% dans certains pays en développement - sont déversées dans l'environnement sans être traitées. Parmi les polluants les plus répandus et dangereux, le rapport cite l'azote qui, utilisé dans les fertilisants pour l'agriculture, se répand dans les rivières, les lacs et les océans, se transformant en nitrates. Ceux-ci sont responsables d'une destruction de l'oxygène dans l'eau (hypoxie) et de l'apparition de zones mortes. Les dépôts d'azote oxydé peuvent être fatals aux enfants, affirme le rapport comme dans le cas du syndrome du bébé bleu où trop de nitrates ingérés via l'eau potable entraîne un manque d'oxygène dans le sang. Une étude menée dans 33 pays en Afrique, en Inde et au Vietnam a montré que les enfants exposés à de hauts niveaux de nitrates pendant leurs trois premières années

grandissaient moins. La salinité des eaux dans les zones côtières de faible altitude, sur des terres irriguées et en zone urbaine a aussi des impacts nocifs pour la santé, notamment celle des enfants et des femmes enceintes. Le problème est particulièrement aigu au Bangladesh où 20% de la mortalité infantile dans les régions côtières est attribuée à l'eau salée. La pollution par les microplastiques est aussi détectée désormais dans 80 % des sources naturelles, 81 % des eaux du robinet municipales et dans 93 % des eaux embouteillées, relève encore la Banque mondiale. Elle regrette qu'on ne dispose pas encore de suffisamment d'informations pour déterminer le seuil à partir duquel ces polluants sont inquiétants pour la santé. Au rang des polluants dangereux figurent aussi les métaux lourds comme l'arsenic qui contamine les eaux de régions où il y a une activité minière comme au Bengale en Inde, dans le nord du Chili ou en Argentine.

Y. D. /Ag.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE MEDEA

CONSERVATION DES FORETS

NIF : 0995 2601 9 0001 36

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHÉ

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITÉS MINIMALES N° 03 / Équipement centre de formation forestière de Beni Slimane / C.F. MEDEA / 2019

En application du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, notamment en son article 78 et 161 la Conservation des forêts de la wilaya de Médéa lance un Avis d'attribution provisoire pour l'Équipement du centre de formation forestière de Beni Slimane répartie sur des lots de 08 à 12, dans le cadre du programme normal 2007, indiqué ci-dessous :

(Avis d'appel d'offres publié dans (L'Echo d'Algérie et النهار).

Entreprise	Lot N°	Action	Montant global (TTC)		Délai de livraison (Jour)	Délai de garantie (Mois)	Note technique /30	Nif	OBS
			Avant rectification	Après rectification					
Ben Abd Malek Yacine	08	Acquisition mobilier scolaire et réfectoire	2.247.500,00	2.247.500,00	15	18	16	19874416 0021432	Moins-disant
Tartaya Bou Amrane	09	Acquisition mobilier de bureau.	5.169.360,00	5.169.360,00	10	12	24,5	19884801 0531231	Moins-disant
Sarl PERL NOIR	10	Acquisition literie	4.598.041,00	4.598.041,00	15	24	21,16	00031609 6317236	Moins-disant
Bouhada Mohamed	11	Acquisition matériel de réfectoire	3.069.688,30	3.402.888,30	04	36	17,5	19682601 0211240	Moins-disant
Sarl IPTTEL Alamia	12	Fourniture et pose réseaux tph et internet	1.221.671,85	1.221.671,85	30	40	22,83	19583537 0078906	Moins-disant

L'article 82 du décret présidentiel cité ci-dessus permet aux soumissionnaires contestant le choix d'introduire un recours auprès du Comité des Marchés de la wilaya de Médéa dans un délai de Dix (10) jours à partir de la date de publication de cet avis.

Sudoku

8			3	5				
		3		1	6	9		8
2		5	4					
			6	5			7	
5								9
	1			4	3			
					4	5		6
3		2	1	6		4		
			5		9			2

Codes

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
										X		

Qui recherche le plaisir

14	15	16	17	18	19
G	H	B	F	D	M

6	8	2	3	1	4	1	6		2	8	4	9	1
1	10	8	7		1	11	1	4	5	9	3	12	7
2	8	10	3	13	13	8	14	1		15		7	1
5	7	3	9	1		16	8	13	13	1	13	13	1
	14	5	3	9	8	6	3	13	9	1		5	
4	5	6	1		10	5	7	1		13	1	6	17
12	3	1		4	1	2		6	8		7	1	1
18	1	13	13	1	6	9	1		13	4	3		6
1	13		10		9	12	19	16	1	6	1	8	5
9		2	3	2	1		2	1	6	3	19	1	1
1	2	3	4	5	6	3	1	7		16	1	6	13
7	12	9	1	6		12	9	12	7	13		3	
5	6	3		1	7		6	3	12		13	1	4
1	9	1	9	1		16	1	9	1	10		7	8

Une chanson de Roch Voisine

1	10	10	1		8		2	1	5	6		18	1
13		15	3	6	12	7	18	1	10	10	1	13	

Pêle-mêle

Le pétale supérieur de la corolle des orchidées



- | | | |
|-----------|-----------|---------|
| ABSTRAIT | ENJOLER | NEUTRE |
| ALPAGA | ENTEE | NOURRIR |
| BASER | ESPAGNOL | POESIE |
| CARTOON | FIBREUX | RAJEUNI |
| CHARGEUR | GIROUETTE | RESTANT |
| DEMONTAGE | GOYAVE | TEINT |
| DOIGTIER | INSINUE | TRESSER |
| ECALER | LARDEE | VANNE |
| EMMENAGER | LECHEE | VETUSTE |

A	G	A	P	L	A	E	T	R	N	E	L	L	R	G
R	I	R	R	U	O	N	U	E	E	O	N	E	A	O
E	B	E	E	E	I	R	U	N	N	S	S	N	G	Y
L	E	G	I	E	G	T	U	G	I	A	S	I	A	A
O	C	A	T	N	R	A	A	E	B	S	R	E	X	V
J	A	N	G	E	U	P	T	S	G	O	N	U	R	E
N	R	E	I	E	S	E	T	N	U	R	E	I	E	T
E	T	M	O	E	E	R	J	E	O	R	A	H	L	U
L	O	M	D	L	A	T	T	A	B	M	C	H	A	S
P	O	E	S	I	E	T	N	I	R	E	E	E	C	T
T	N	A	T	S	E	R	F	E	L	A	R	D	E	E

Mots fléchés

SONT EN FONCTIONNEMENT VAGABOND	ENTÊTÉS ALLÉGÉ, DÉCHARGÉ	ABSTRAIT	NAVRANT, CONSTERNANT	McQUEEN INTIME COMPOSANT D'UN TOUT	ÊTRE BIEN OUVERT FERAS ATCHOUM	RÉCIPIENT DE PLAGE
			CÉLÈBRÉES			
T.T.C.		RÉFLÉCHIE, RÉVÉBÉRÉE				
OUVRAGE DE CANAL			HAUSSERA PLIA LA PAGE			
RÈGLES SUR TABLE FLEUR DE LA ROYAUTE		ÉTÊTER SUPPORTS D'AUTO			CAFÉ SANS EXCITANT	
		APOLOGIE, LOUANGE			NOTRE-DAME	QUI RUINE
PRÉLEVAS ÉQUIDÉ QUI BRAIT			NOUER DE NOUVEAU CHANTEUSE FRANÇAISE			
		RÉUNION D'ÉLUS PARTIES D'HEURE			MONNAIE D'EUROPE DIRIGE UNE ARME	
CONSACRÉES	VILLE D'ITALIE			PAS IMAGINAIRE TIGES À ÉPINES		
			FIT UNE SÉLECTION OPPOSÉ DU PLAFOND			FABRIQUÉE À L'USINE
MÂCHOIRES D'ÉTABLI	BIGARRAS POMPER			QUI A DE GROS OS RASSURÉ		
			REHAUSSÉ CRAQUA, NE PUT RÉSISTER			EU CONNAISSANCE CORNEMUSE
JALON, MARQUE	STÈRE EN SYMBOLE NIVELA	BRUIT SEC			TOUCHE DE RAPPEL THYMUS EXQUIS	
				RÉPÈTE TOUJOURS GENRE DE HOUPPE		
RESTES ALLONGÉ À TRAVERS		ESQUISSE FULMINE, ROUSPÈTE				ELLE A UN ONCLE
		UNE LIME ACTION DE GAGNER			QUI EST À LUI (LE) PÉRIODES CYCLIQUES	
UN JEU D'ENFANT OPÉRATION AU LOTO			DIRIGERA SES PAS SE SENT		EFFACEUR DE PLIS	BRONZÉ
				REMPLE DE FUMÉE HÉROS DE SPIELBERG		
PETITE GRENOUILLE VERTE	ABSURDE					ACTINIUM RÉDUIT
					PRATIQUE RITUELLE	

Solutions

Mots codés	Mots fléchés	Sudoku
B T U B B S A C E R L I F	D E S S E V E S S I E	6 4 3
O N D E N F E R T I L I	M U E T E S A I M A D E L	1 8 2
E R S E R B A S T A	H A T I S O N S M A L	8 1 5
E M O U S S E S F A B S	G A T E A U O N S A L I	6 7 9
N E T A R I E N S B E	H A U R B A I N E N A	7 9 2
A I E C O B U A G E S E	E C L O T S O S E E N	5 4 3
P O R T J Q I T E T U	A N C I E N S S O R A	3 6 4
T E N T A T I V E S N O	O G R O S S E S S E S	2 5 7
M U S E U M T E H E R A N	H I C P L A I S I O R S	9 5 1
E T A T S E C C R E T E	V A L U X A R M I O S C A R	4 6 8
H C O N T R E S I G N E R	R E P E L A N T C U	2 7 3
C A P A T T I R A N T	B U E S S I E D E N S E E	2 7 8
A N I M A T E U R A N E	A U S S I E D E N S E E	3 9 1
S A P I N E E C A R T E R	A T E N T A T I E R	6 5 4
	D E S E R T I E R	5 2 9
	D E V A L I E Z P O R T	7 3 4
	R A P P A O P E	8 1 6
		5 2 9
		1 8 6
		9 2 5
		3 4 7



NUMEROS UTILES

Numéros Verts

- Police : **1548**
- Gendarmerie nationale : **1055**
- Sonelgaz : **3303**
- Alerte kidnapping : **104**
- Personnes en difficulté ou en détresse : **1527**
- SOS Sécurité : **112**
- SOS Santé : **115**

Urgences

- SAMU : **021 23 50 50**
- Police : **17**
- Protection civile : **14**
- Gendarmerie nationale : **021 96 42 22**
- Sapeurs-Pompiers : **021 71 14 14**
- Sûreté de la wilaya d'Alger : **021 73 00 73**
- Centre antipoison : **021 97 98 98**
- Centre des grands brûlés : **021 63 29 95**
- Institut Pasteur : **021 67 25 02**

Hôpitaux

- CHU Mustapha : **021 23 35 35**
- CHU Ait Idir : **021 97 98 00**
- CHU Ben Aknoun : **021 91 21 63**
- CHU Beni Messous : **021 93 15 50**
- CHU Kouba : **021 28 33 33**
- CHU Bab El Oued : **021 96 06 06**
- CHU Bologhine : **021 95 82 24**
- CHU El Kettar : **021 96 48 97**
- HCA Ain Naâdja : **021 54 05 05**
- Hopital Tixeraine : **021 55 01 10**
- Hopital Zéralda : **021 32 63 94**
- Centre Pierre et Marie Curie : **021 23 66 66**

Compagnies Aériennes

- Air Algérie : **021 74 24 28**
- Tassili Airlines : **021 50 98 58**
- Aigle Azur : **021 50 91 91**
- Air France : **021 98 04 04**

Dépannages

- Gaz : **021 68 44 00**
- Electricité : **021 68 55 00**
- Service des eaux : **021 67 50 30**

Radios

- Chaîne I : **021 21 48 37**
- Chaîne II : **021 69 11 70**
- Chaîne III : **021 48 15 15**
- Radio El Bahdja : **023 70 99 99**
- Jil FM : **021 69 27 27**
- ENRS : **021 69 34 03/06**

Services

- Algérie Télécom : **100**
- Serveur vocal chèques postaux : **1530**
- Seaal : **3394**
- Scouts musulmans algériens : **3033**
- Association algérienne de psychiatrie : **1512**
- Réclamations : **18**
- Renseignements / Réveil : **19**
- Télégramme : **13**

Hôtels - Alger

- Hôtel El Djazaïr : **026 21 80 80**
- Hôtel El Aurassi : **021 74 82 52**
- Hôtel Hilton : **021 21 96 96**
- Hôtel Sheraton : **021 37 77 77**
- Hôtel Mercure : **021 24 59 70**
- Hôtel Ibis : **021 98 80 20**
- Hôtel Albert Premier : **021 73 65 06**
- Hôtel Safir : **0551 42 58 48**
- Hôtel El Riadh : **021 45 23 58**
- Hôtel Mazafran : **021 32 00 00**
- Hôtel AZ Zéralda : **023 32 55 89**
- Hôtel Oasis - Kouba : **021 77 04 04**
- Hôtel New Day - Kouba : **023 77 47 47**
- Hôtel Mouflon d'Or : **021 54 25 62**

Hôtels - Sud

- Hôtel El Djanoub - Ghardaïa : **029 89 46 20**
- Hôtel - El Boustan - El Ménéa : **029 81 60 50**
- Hôtel Tahat - Tamanrasset : **029 31 21 21**
- Hôtel Gourara - Timimoun : **049 90 26 27**
- Hôtel Touat - Adrar : **049 96 99 33**

Hôtels - Est

- Hôtel Antar - Béchar : **049 81 71 63**
- Hôtel Kerdada - Bou Saâda : **035 53 39 04**
- Hôtel Le Caïd - Bou Saâda : **035 53 43 94**
- Hôtel Zaïd - Hassi Messaoud : **0660 20 88 20**
- Hôtel La Gazelle d'Or - El Oued : **032 11 89 02**

Hôtels - Ouest

- Hôtel Marriott - Constantine : **035 53 39 04**
- Hôtel Ibis - Constantine : **031 99 20 00**
- Hôtel Cirta - Constantine : **031 92 19 80**
- Hôtel Le Majestic - Annaba : **038 86 54 54**
- Hôtel El Mountazah - Annaba : **038 65 24 12**
- Hôtel El Hidhab - Sétif : **036 51 41 34**

Hôtels - Aéroports

- Houari Boumédiène - Alger : **021 50 91 91**
- Ahmed Ben Bella - Oran : **041 59 10 77**
- Mohamed Boudiaf - Constantine : **031 81 01 24**
- Rabah Bitat - Annaba : **038 52 01 59**
- Mostepha Ben Boulaid - Batna : **023 77 01 10**
- 8 Mai 1945 - Sétif : **0651 88 73 66**

- 07h35** : Sabah El Khir
- 08h00** : Journal télévisé
- 10h00** : Ahlem Mouadjala
- 11h00** : Ifteh Ya Sim Sim
- 11h10** : Beyblade
- 11h30** : Zouina Wa Kana
- 12h10** : Even Stevens

- 13h00** : Journal télévisé
- 13h40** : Doctor Romantic
- 16h30** : El Mamalik El Thalât
- 17h00** : Aalem Al Hayawanat
- 17h20** : 7 Fi Dar
- 18h00** : Journal en amazight
- 18h25** : Fi Taani Salama

- 18h50** : Dar El Bahdja
- 19h15** : Asrar El Madhi
- 20h00** : journal du 20h
- 21h00** : Saïf News
- 21h30** : Film
- 23h00** : Festival international de la musique andalouse



21h05 : Pékin express

C'est leur dernière étape au Costa Rica! Mehdi et Hoang arpentent San José, la capitale du pays. Puis, ils se rendent au sommet du volcan Irazú. Le plus grand volcan actif du Costa Rica culmine à 3540 m d'altitude. Après leur ascension, ils découvrent une spécialité...



20h50 : Secrets d'histoire

Au cœur de Paris, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, se dresse depuis le début du XVII^e siècle le palais du Luxembourg, aujourd'hui siège du Sénat. La reine Marie de Médicis a ordonné sa construction en souvenir du palais Pitti à Florence,...



20h35 : Sherlock

Garçon d'honneur au mariage de John Watson, Sherlock comprend que l'un des invités va être assassiné : il tente aussitôt d'identifier le meurtrier...



18h55 : Les avions du bout du monde

Au Kenya, Ian Lemaiyan, biologiste de formation, pilote chaque jour son monomoteur à hélice pour survoler la savane et protéger les rhinocéros...



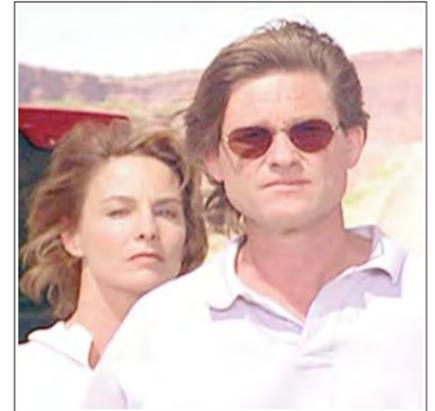
18h55 : Top of the Lake

Fraîchement revenue à Sydney, Robin Griffin réintègre le QG de la police. Elle est hantée par la pensée de la fille qu'elle a abandonnée à la naissance...



20h45 : Breakdown, point de rupture

Un homme se lance à la recherche de son épouse, prise en stop par un étrange routier, qui nie dur comme fer l'avoir jamais rencontrée...



21h05 : Lady Diana, princesse des cœurs : qui était-elle vraiment ?

Des témoignages exclusifs permettent de dresser un portrait de Diana et de comprendre son statut d'icône médiatique, jusqu'à sa mort tragique en août 1997...



20h40 : SEAL Team

Lorsque les membres de la Seal Team trouvent l'argent qui a servi au financement du meurtre, ils sont déterminés à venger les personnes de l'Echo Team...



JA 2019 - Aviron-finales

4 médailles dont 3 en or pour l'Algérie

L'aviron algérien a remporté 4 médailles (3 or et 1 bronze), lors des finales disputées, ce mercredi, au barrage Mohammed Ben Abdellah à Sale au Maroc, pour le compte des 12^{es} Jeux Africains qui se poursuivent jusqu'au 31 août.

Les médailles algériennes en vermeil ont été l'œuvre de Nawel Chiali qui a remporté la finale A du Skiff (Dames) 1000m en 3:56.62, devant l'Egyptienne Dareen Hegazy (3:58.34) et la Tunisienne Nour Elhouda Ettaieb (4:01.10). Déjà lors des séries, l'Algérienne s'était distinguée en dominant ses adversaires, remportant sa série en 3:59.80. Chiali a été imitée par sa compatriote Amina Rouba qui s'est adjugé l'or au Skiff poids légers (1000m), en 3:55.01.

Rouba a devancé la Tunisienne Khadija Krimi (3:57.86) et l'Egyptienne Maryam Abdelatif, médaillée de bronze en 4:02.85. Dans sa série, Amina Rouba avec un temps à 3:55.23, avait pris le second rang derrière la Tunisienne Krimi (3:52.58). La 3^e médaille d'or algérienne de la journée en aviron a été décrochée par Sid-Ali Boudina au Skiff poids légers, en s'imposant en finale en 3:30.82. Le podium de l'épreuve a été complété par l'Egyptien Ahmed Abdelaal (3:34.37) et le Tunisien Mohamed Khalil Mansouri (3:4.96).

Dans les éliminatoires, Boudina avait franchi la ligne d'arrivée en 1^{er}, en 3:28.96, devant Abdelaal (3:32.77). Les épreuves d'aviron de mercredi matin, ont permis à l'Algérie d'ajouter une consécration en bronze au skiff 1000m, grâce à Oussama Habiche, auteur de 3:31.63 et une 3^e place en finale, remportée par le Tunisien Mohamed Taieb (3:21.16) qui a devancé l'Egyptien Abdelkhalik Elbanna (3:23.63). Pourtant en série, Habiche s'était distingué en remportant la sienne en 3:32.39.

Bilel C.

Jeux méditerranéens de plage 2019 L'Algérie présente avec 31 athlètes dans 6 disciplines

L'Algérie prendra part aux 2^{es} Jeux méditerranéens de plage-2019, prévus à Patras en Grèce du 25 au 31 août, avec 31 athlètes répartis sur 6 disciplines sportives, a-t-on appris, hier, auprès du chef de la délégation, Mohamed Bessaad, président de la Fédération algérienne de tennis (FAT) et membre du bureau exécutif du Comité olympique et sportif algérien (COA). La délégation algérienne comprend au total 50 personnes dont les 31 athlètes (14 dames et 17 messieurs), représentant les disciplines suivantes : lutte (4 messieurs), tennis (2 messieurs et 2 dames), triathlon (2 messieurs et 2 dames), canoë et kayak (3 messieurs et 3 dames), aviron (1 monsieur et 1 dame) et subaquatique (5 messieurs et 2 dames). Le 1^{er} contingent s'envolera dans la nuit du jeudi à vendredi et comprendra les

disciplines de Lutte, triathlon, canoë et kayak et aviron et leurs staffs, alors que le second groupe, composé du tennis et du sport subaquatique et leurs staffs, rejoindra la ville grecque vendredi en fin d'après-midi. Le retour de la délégation algérienne est programmé pour le 1^{er} septembre. « Ces joutes permettront aux différents staffs d'évaluer le niveau de leurs athlètes et aussi préparer les autres échéances internationales de plage inscrites au programme de leurs fédérations respectives », a déclaré le chef de la délégation qui est sur place à Patras pour s'enquérir des conditions de séjour de la délégation algérienne au même titre que les chefs de mission des 26 autres pays annoncés pour la manifestation. Il est à rappeler que les 2^{es} Jeux méditerranéens de plage-2019, prévus à Patras en Grèce vont

réunir quelques 1131 athlètes (63 messieurs et 48 dames) qui vont concourir en onze disciplines : Aquathlon, beach volley, canoë de mer, lutte plage, handball de plage, football de plage, nages avec palmes, nage en eau libre, rowing beach sprint, ski nautique et tennis de plage. Les premiers Jeux méditerranéens de plage tenus à Pescara en Italie en 2015, avaient enregistré la participation de 24 pays représentés par 763 athlètes (510 hommes et 253 dames) qui ont concouru également dans onze sports. Lors de la 1^{re} édition à Pescara-2015, l'Algérie avait remporté un total de 10 médailles (2 or, 4 argent et 4 bronze), alors que l'Italie avait remporté les Jeux avec 70 médailles dont 33 en or, suivi de la France (27 dont 13 or) et la Grèce (21 dont 5 or).

B. C.

Tennis de table par équipes Bon début des équipes algériennes (messieurs et dames)

Les équipes algériennes de tennis de table (messieurs et dames) ont bien entamé leurs tournois pour le compte des 12^{es} Jeux africains de Rabat au Maroc (19-31 août), en remportant leurs 1^{ers} rencontres. Evoluant dans le groupe (D), les messieurs qui formaient l'équipe algérienne (Mohamed Sofiane Boudjadja, Sami Kherouf et Larbi Bouriah), ont battu par 3-0, leurs homologues d'Ethiopie (Dufera Mokonen, Dereba Habteyes et Faris Aden), avant de affronter, en fin d'après-midi, le Sénégal, pour leur dernier match du groupe. De son côté, l'équipe féminine tirée dans le groupe C a pris le meilleur sur la RD Congo (3-0), grâce à Hiba Ferej-Katia Kessaci et Lynda Loghraïbi qui n'ont pas fait dans le détail face à Flavia Kimbu, Dacah Mongondi et Cynthia Nzangani. Pour le 2^e match du groupe, les Algériennes affrontent Maurice. Les deux premiers des 6 groupes (messieurs) et des 4 groupes (filles) passeront, respectivement, aux 16^{es} et aux 8^{es} de finale. Le tournoi africain par équipes de tennis de table (messieurs et dames) auquel prennent part 18 pays chez les masculins et 12 en féminine, qualifie les médaillés d'or aux Jeux Olympiques de Tokyo au Japon-2020, et les 7 meilleures équipes aux Championnats du monde par équipes de 2020, prévus à Busan, en Corée du Sud.

Publicité

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA DE BOUMERDES
DAIRA DE KHEMIS EL KHECHNA
COMMUNE DE KHEMIS EL KHECHNA

NIS : 096335379020029
N° 255/BM/2616/SG/2019

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 65 DU DECRET PRESIDENTIEL N° 15 - 247 DU 16/09/2015, PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC.

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE COMMUNALE DE KHEMIS EL KHECHNA, INFORME L'ENSEMBLE DES SOUMISSIONNAIRES AYANT PARTICIPE A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 10/2019 RELATIF AU « FOURNITURE DES PRODUITS ALIMENTAIRES POUR LES CANTINES DES ECOLES PRIMAIRES » PARU DANS LES QUOTIDIENS NATIONAUX LE 03/08/2019 ET L'ECHO D'ALGERIE LE 04/08/2019 QUE CE PROJET A ETE ATTRIBUE PROVISOIREMENT CONFORMEMENT AU TABLEAU CI-DESSOUS :

N°	OPERATION	LOT	Montant	Entreprise	OBS
01	«FOURNITURE DES PRODUITS ALIMENTAIRES POUR LES CANTINES SCOLAIRE»	LOT N° 01 FOURNITURE DES VIANDES ROUGES ET BLANCHES	4.252.144,00 DA	RAHMANI ISMAIL SIS A: HAI TAHRI ABDELKADER AIN BESSAM BOUIRA IDENTIFICATION FISCALE 198810100001451	MOINS- DISANT
		LOT N° 02 FOURNITURE DES LEGUMES ET FRUITS	3.126.240,00DA	HAMMOUDA ALI SIS A: RUE BELAHCENE HOCINE KHEMIS EL KHECHNA BOUMERDES IDENTIFICATION FISCALE 197009180074233	
		LOT N° 03 ALIMENTATION GENERAL	9.931.520,00DA	MORSLI ABDELKADER SIS A: CITE BEN ADJEL BOUDOUAOU IDENTIFICATION FISCALE 198210230036441	MOINS- DISANT

LES SOUMISSIONNAIRES AYANT PARTICIPE A L'AVIS D'APPEL D'OFFRES PEUVENT PRENDRE CONNAISSANCE DES RESULTATS DETAILLES DE L'EVALUATION DE LEURS OFFRES TECHNIQUES ET FINANCIERES DANS UN DELAI DE TROIS (03) JOURS A COMPTE DU PREMIER JOUR DE LA PUBLICATION DE L'ATTRIBUTION PROVISOIRE DU MARCHÉ.

TOUT SOUMISSIONNAIRES CONTESTANT CE CHOIX OPERE PAR LE SERVICE CONTRACTANT PEUT INTRODUIRE UN RECOURS DANS UN DELAI DE DIX (10) JOURS A COMPTE DE LA PREMIERE DATE DE PUBLICATION DU PRESENT AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DANS LES QUOTIDIENS NATIONAUX OU AU BOMOP, AUPRES DE LA COMMISSION COMMUNALE DES MARCHES PUBLICS DE LA COMMUNE DE KHEMIS EL KHECHNA SUIVANT L'ARTICLE 82 DU DECRET. PRESIDENTIEL N° 15/247 DU 16/09/2015 PORTANT REGLEMENTATION DES MARCHES PUBLICS ET DES DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC.

République Algérienne Démocratique et Populaire

WILAYA D'EL OUED
DAIRA DE DJAMAA
COMMUNE DE TENEDLA

NIF : 098539249021617
Numéro : 41/2019

ATTRIBUTION PROVISOIRE D'UN MARCHÉ

Conformément au décret présidentiel N° 247/15 du 16/09/2016, portant réglementation des marchés publics.

Le président de l'Assemblée populaire communale de la commune de Tenedla - wilaya d'El Oued informe toutes les entreprises ayant participé à la soumission de l'appel d'offres (Ouvert avec exigence de capacités minimales) N° 33/2019 publié dans les journaux : « الصوت الآخر » le 29/05/2019 et L'Echo d'Algérie, le 29/05/2019) et publier la rectification et prolongation de délai. Avis N° 34/2019 dans les journaux : L'Echo d'Algérie le 13/06/2019 « الصوت الآخر » le 12/06/2019), pendant (19 jours) a été attribué provisoirement à l'entreprise sous indiquée :

Désignation des travaux	Réalisation routes urbaines aux quartiers Tenedla et El Arfiene sur 5,5 km
Nomination de l'entreprise	Société Satralom Sarl Gros Travaux publics et hydraulique cité Taksebt - El Oued NIF de l'entreprise : 000639010316556
Montant en T.T.C	36.601.723,12 DA
Délai de réalisation	05 mois
Nombre points offre technique	54.00 Points

OBSERVATION : Toutes les entreprises engagées à l'appel d'offres restreint, désirant le recours de ce choix, doivent présenter leurs recours dans un délai de 10 jours à compter de la date de publication de cet avis dans les journaux nationaux.

Compétitions africaines interclubs

Les clubs algériens pour un tir groupé réussi

Les quatre représentants algériens dans les deux compétitions africaines interclubs de football, l'USM Alger, la JS Kabylie, le CR Belouizdad et le Paradou AC, tenteront de poinçonner leur billet pour les 16^{es} de finale, à l'occasion des matchs du tour préliminaire (retour), prévu vendredi, samedi, et dimanche.

En C1, l'USM Alger, auteur d'une précieuse victoire lors de la 1^{re} manche disputée à Niamey face aux Nigériens de l'AS Sonidep (2-1), est appelée à confirmer cette victoire dimanche au stade du 5-Juillet, pour éviter toute mauvaise surprise, qui pourrait «anéantir» le champion d'Algérie sortant, déjà confronté à une crise financière sans précédent. Le club de Soustara pourrait récupérer son nouveau buteur attiré Zakaria Benchaâ, qui souffrait d'une blessure à la cheville, et forfait pour le match en déplacement face au CS Constantine (0-0) disputé lundi, dans le cadre de la 2^e journée du championnat de Ligue 1. Si la mission des Algérois s'annonce à leur portée, les Canaris de la JS Kabylie, l'autre représentant algérien dans cette épreuve, effectuera un déplacement périlleux à Khartoum pour défier l'un des habitués de l'épreuve Al Merrikh. Les joueurs de l'entraîneur français Hubert Velud partiront avantagés qu'avec un seul but d'avance, eux qui ont sué pour remporter le match aller (1-0) disputé au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa. Les Canaris aborderont cette rencontre

avec un moral au beau fixe après leur premier succès en championnat lundi soir contre le promu l'US Biskra (3-2).

Coupe de la Confédération : jouable pour le CRB et le PAC

En Coupe de la Confédération africaine, le Paradou AC, large vainqueur à l'aller (3-0) des Guinéens de l'IC Kamsar pour sa 1^{re} apparition sur le plan continental, ne devrait pas rencontrer de difficultés pour passer ce tour préliminaire, même si la vigilance doit être de mise chez les «Académiciens», auteur d'un mauvais départ en Ligue 1 avec deux défaites de rang dont la dernière devant le MC Alger (2-1) lundi soir. Enfin, le CR Belouizdad, vainqueur à Alger des Tchadiens de l'AS Coton (2-0), aura bien des atouts à faire valoir, pour réussir son retour sur la scène continentale et revenir avec le billet qualificatif. Le Chabab, dont l'entraîneur Abdelkader Amrani a brandi la menace de quitter son poste, compte aller le plus loin possible dans cette compétition, selon les propos des responsables du club.



Programme des rencontres des clubs algériens (heures algériennes)

Samedi 24 août :

- Ndjama : AS Coton-CR Belouizdad (15h30)
Conakry : IC Kamsa-Paradou AC (17h)
Khartoum : Al Merrikh-JS Kabylie (18h30)

Dimanche 25 août :

- Alger (5-Juillet) : USM Alger-AS Sonidep (20h).

Ligue 2

3 derbies à l'affiche, le choc JSMB-WAT à huis clos



Trois beaux derbies et une affiche sont au programme de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 2 de football, prévue vendredi et samedi. C'est le derby de la région Centre, Olympique de Médéa-USM Harrach qui monopolisera l'attention des amateurs du «ballon rond», auquel s'ajoutent deux intéressantes confrontations à l'Est et à l'Ouest du pays à savoir : DRB Tadjenanet-USM Annaba et RC Relizane-MC Saïda. A Médéa, l'Olympique local encore sous le coup de son amère relégation en 2^e division, sera en appel devant un ancien pensionnaire de l'élite, l'USM Harrach qui peine depuis trois saisons à y retourner. L'OM, version Chérif Hadjar, aborde ce match avec le désir de faire le plein à domicile, histoire de se forger un bon moral, et entrevoir la suite de la compétition avec optimisme, surtout que les candidats à l'accession se bousculent à la porte. Pour les responsables médéens, la préparation d'avant-saison s'est bien déroulée, et que la balle est dans le camp des

joueurs pour réussir une belle entame dans leur fief du stade, «Imam Lyès». En revanche, la formation harrachie est toujours en butte à l'interminable crise financière qui secoue le club. Le président Laïb, toujours aux commandes, ne cesse de promettre la régularisation des dettes, d'abord aux anciens, afin de bénéficier des nouvelles licences toujours bloquées au niveau de Ligue de football professionnel. L'USMH qui attend le retour du coach Djelid en voyage à l'étranger, s'est entraîné sous les ordres de Bechouche qui tentera tant bien que mal de présenter une équipe compétitive à Médéa. Le derby de l'Est met un autre relégable, le DRB Tadjenanet face à l'USM Annaba. Ces deux équipes qui ont perdu quelques éléments de base durant l'inter-saison, tâcheront de débiter la saison par un succès. Le Difaâ qui bénéficie de l'avantage du terrain, partira légèrement favori. L'autre derby de cette 1^{re} journée aura lieu à Relizane qui accueillera le MC Saïda. Le RCR qui s'est renforcé durant le

mercato estival, avec de nombreux joueurs dont Mohamed Seguer (ex-USM Bel-Abbès), est bien décidé une fois pour toutes, à bien gérer son parcours de «l'accession» qui lui a échappé de justesse ces dernières saisons. Son adversaire saïdi, va devoir revoir ses ambitions à la hausse, après s'être contenté d'assurer son maintien depuis quelques saisons. La JSM Béjaïa et le WA Tlemcen, deux candidats à l'accession, vont s'affronter samedi (20h) devant des tribunes vides (huis clos, oblige), ce qui influera négativement sur le niveau technique de la rencontre. Toutefois, les malheureux finalistes de la Coupe d'Algérie-2019, vont faire bon cuir contre mauvaise fortune, en assurant un bon démarrage, en dépit de la qualité du Widad qui jouera comme toujours pour le podium. Le RC Arbaâ qui retrouve in extrémis la Ligue 2, après une dure bataille en amateur avec l'ES Ben-Aknoun, aura comme adversaire, la JSM Skikda, une équipe capable du meilleur comme du pire. L'AS Khroub qui a lui aussi retrouvé la Ligue 2, débitera la saison devant un coriace adversaire en l'occurrence le MO Béjaïa le malheureux relégable de la ligue 1. Une tâche difficile attend les deux nouveaux venus dans ce palier. Les deux derniers matches de cette 1^{re} journée opposeront d'une part le MC El Eulma à l'ASM Oran et d'autre part, l'OM Arzew à l'A. Bou Saâda, et qui sont à priori à l'avantage des locaux à moins que les visiteurs n'en décident autrement.

Programme des rencontres

Vendredi 23 août :

OM Arze-A. Bou Saâda (17h)
RC Relizane-MC Saïda (17h)
RC Arbaâ-JSM Skikda (17h)
Olympique de Médéa-USM Harrach (17h)
MC El Eulma-ASM Oran (20h)

Samedi 24 août :

JSM Béjaïa-WA Tlemcen (20h - à huis-clos)
DRB Tadjenanet-USM Annaba (20h)
AS Khroub-MO Béjaïa (20h).

FAF

Le DTN Ameer Chafik nommé instructeur régional Elite CAF

Le directeur technique national de la Fédération algérienne de football, Ameer Chafik, a été nommé par la Confédération africaine en qualité d'instructeur régional Elite CAF pour une période de 2 ans, a indiqué la FAF. Cette nomination est venue suite à l'évaluation effectuée par l'instance africaine de football à l'issue de la formation d'instructeurs élite à laquelle Ameer Chafik a pris part, précise l'instance fédérale. Durant cette période, Ameer Chafik sera amené à effectuer des missions au niveau régional, à participer à des cours de révision/mise à jour, ainsi que de prendre part au minimum à 3 activités de la CAF. A la fin de la période susmentionnée, il sera soumis à une nouvelle évaluation, souligne la même source. Il faut souligner que l'Algérie dispose, en plus de Ameer Chafik, d'un autre instructeur Régional Elite CAF en la personne de l'ex-DTN, en l'occurrence Korichi Toufik.

USM Bel-Abbès

L'entraîneur Ificen jette l'éponge

Tous les indicateurs sont au rouge pour l'USMBA qui entame la saison sportive dans des conditions financières des plus difficiles. «L'entraîneur Younes Ificen a jeté l'éponge et il est rentré chez lui», nous a confirmé le DG du club, Benayad Kaddour qui précise par ailleurs, que l'équipe «a besoin dans l'immédiat de quatre milliards de centimes pour récupérer les licences des nouveaux joueurs». Donc pour le second match à domicile, face au CABBA, l'USMBA risque d'évoluer avec la même composante des jeunes espoirs qui ont croisé le fer avec le Mouloudia d'Oran. Aucune source de financement n'est pour le moment envisageable à l'exception d'un hypothétique chèque de sept milliards que les dirigeants attendent de Naftal. A ce propos, nous apprenons que le contrat passé entre la SSPA-USMBA et l'entreprise Naftal a disparu et les dirigeants s'échangent les accusations au sujet d'un éventuel vol du document en question. Pour l'heure, on attend le retour du wali des Lieux Saints pour intervenir auprès du DG de Naftal pour une éventuelle solution, nous a-t-on signalé. Pour ce qui est de la barre technique, dont la tâche est confiée à Benkabou, certains dirigeants sont rentrés en contact avec le tunisien Bouakaz qui ne fait pas l'unanimité parmi les supporters pour avoir échoué en début de saison dernière. Le choix du successeur d'Ificen constitue un autre véritable défi pour les dirigeants surtout en ces périodes des vaches maigres.

Slimani, Monaco un cadeau du ciel !

Islam Slimani était annoncé, cet été du côté du Qatar pour finir sa carrière peinard avec un gros chèque en prime, voilà que Monaco est arrivé à la dernière minute et contre toute attente pour le relancer de plus belle en lui accordant une nouvelle chance au plus haut niveau.

Le baroudeur des Verts (31 ans), n'espérait pas tant, lui qui était sur une courbe descendante après une saison complètement ratée en Turquie à Fenerbahçe, où il n'avait inscrit qu'un seul petit but durant toute la saison. Son prêt s'est mal passé. Dès lors son retour à Leicester, club avec lequel il est sous contrat, ne s'annonçait pas sous les meilleurs auspices. D'ailleurs son entraîneur, Brendan Rodgers n'en faisait pas cas. Pour lui, l'attaquant algérien n'entraîne absolument pas dans ses plans. Il fallait lui trouver une porte à sortie, quitte à le brader. Ses dirigeants ont fixé à 10 millions € sa clause libératoire, ce qui était le minimum de ce qu'on peut demander pour un attaquant de sa trempe. Malgré cela, les prétendants ne se bousculaient pas. L'on pensait que sa prochaine destination ne pouvait être que le Qatar ou l'Arabie saoudite. Mais le marché des transferts nous réserve parfois des surprises agréables. L'AS Monaco est venu à la rescousse d'un buteur en mauvaise posture qui restait sur deux saisons très décevantes et qui plus est a perdu sa place de titulaire en sélection. C'est rare qu'une équipe européenne relance un joueur aussi mal en point. Jardim, l'entraîneur portugais de Monaco, y est certainement pour quelque chose. C'est sous sa coupe au

Sporting Lisbonne que Slimani a réalisé la meilleure saison de sa carrière à l'étranger. Il sait comment le faire jouer et le rendre efficace. Si leur association a réussi au Portugal pourquoi ne pas la renouveler en Ligue 1 française. C'est un challenge que les deux hommes comptent relever et prouver au monde entier que ça peut de nouveau marcher. Même si les observateurs en France restent sceptiques. Les commentateurs sont plutôt défavorables au baroudeur de l'équipe nationale. Certains pensent qu'il n'a pas le niveau pour jouer à ce niveau, surtout qu'il est appelé à remplacer Falcao qui est annoncé partant vers la Turquie. D'autres, en revanche, estiment qu'avec sa fougue et son abnégation en étant généreux dans l'effort, Slimani pourrait être précieux pour sa nouvelle équipe. D'autant que Monaco traverse une période délicate. Le club de la Principauté a très mal débuté le championnat en France en concédant déjà deux cuisantes défaites sur le même score (3-0), respectivement contre Lyon et le FC Metz. L'équipe a besoin de «guerriers» pour remonter la pente. Slimani pour incarner ce nouvel état d'esprit qui manque tant aux Monégasques. En tout cas, les dirigeants sont heureux de sa venue et pensent que «Islam va renforcer [leur] potentiel offensif et saura également mettre son expérience au



profit du groupe et des plus jeunes.» à relancer l'équipe, mais aussi pour prouver qu'il n'est pas fini.

Ali Nezlioui

Verts d'Europe

7 champions d'Afrique ont changé de clubs, Zeffane, Boudaoui, et Ounas en stand-by

Le mercato estival en Europe aura été mouvementé chez les internationaux algériens, puisque sept joueurs de l'équipe nationale sur les 23 retenus pour la dernière CAN-2019, remportée par l'Algérie en Egypte, ont changé de clubs, alors que d'autres éléments sont en stand-by. Le dernier transfert en date est celui de l'attaquant Islam Slimani, fraîchement arrivé à l'AS Monaco (Ligue 1 - France) pour un prêt d'une saison avec option d'achat, en provenance de Leicester City (Angleterre). Le meilleur buteur en activité de la sélection (27 buts) a préféré rester en Europe, refusant l'idée d'aller monnayer son talent au Golfe, contrairement à certains de ses coéquipiers. Slimani (31 ans) qui sort d'une saison assez compliquée avec Fenerbahçe (Turquie) espère relancer sa carrière après 2 saisons de disette. Quelques jours plus tôt, le milieu

défensif Adlène Guedioura, 34 ans en novembre prochain, a rejoint le club qatarien d'Al Gharafa SC pour un contrat de 2 saisons, après avoir fait l'essentiel de sa carrière en Angleterre. Le Qatar est devenu la destination phare pour les internationaux algériens cet été. Yacine Brahimi (29 ans) qui pouvait poursuivre sa carrière en Europe au vu de ses qualités, a opté pour Al Rayyan pour un bail de 3 ans, en provenance du FC Porto, vice-champion du Portugal. Avant ce trio, pas moins de 4 joueurs ayant pris part à la CAN2019 en Egypte ont changé de clubs. Il s'agit de Mehdi Tahrat (RC Lens/France vers Abha - Arabie saoudite), Mehdi Abeid (Dijon - France vers Nantes - France), Ismaël Bennacer (Empoli/Italie vers Milan - Italie), et Rami Bensebaïni (Stade rennais - France vers Monchengladbach - Allemagne). S'il y a un transfert qui a fait le buzz, c'est incontestablement

celui de Bennacer (21 ans), désigné meilleur joueur de la CAN-2019, qui vient de rejoindre le très prestigieux club lombard pour un contrat de 5 ans. D'autres champions d'Afrique sont susceptibles de changer d'air avant la fermeture de la période des transferts. On cite Mehdi Zeffane en fin de contrat avec le Stade Rennais (France), convoité par l'Espanyol Barcelone, Adam Ounas (Naples - Italie), dans le viseur de l'OGC Nice (France), et Hicham Boudaoui (Paradou AC), en partance vers la Belgique. Le latéral gauche de SPAL (Italie) Mohamed Farès, qui était en négociations avancées avec l'Inter Milan (Italie), doit prendre son mal en patience pour pouvoir changer d'air, suite à la grave blessure contractée au genou qui va l'éloigner des terrains pour une période pouvant aller jusqu'à 6 mois.

Süper Lig

Feghouli meilleur joueur du championnat



L'international algérien, Sofiane Feghouli, a été élu meilleur joueur du championnat de Turquie pour la saison 2018-2019 par les internautes du portail Transfermarkt. Le milieu de terrain de 29 ans a été l'un des hommes forts de l'effectif de Fatih Terim, il a été décisif pour les siens durant plusieurs rencontres en 2^e partie de saison et cela malgré un début difficile lors des premières journées de Süper Lig. Le champion d'Afrique algérien a déclaré sur Instagram : «Merci, C'est un grand honneur. J'espère faire encore mieux cette saison et remporter à nouveau tous les trophées.»

Al Sadd

Suspendu, Bounedjah contraint de rater le début de la compétition

L'attaquant international algérien d'Al Sadd Baghdad Bounedjah, suspendu, a été absent ce mercredi, lors de la réception d'Al Wakra (15h20, algériennes), en match comptant pour la 1^{re} journée du championnat qatarien de football. Le buteur algérien a déjà raté la finale de la Coupe Cheikh Jassem, disputée samedi dernier face à Al Duhail (1-0), en raison de cette suspension qui remonte à la saison dernière. Bounedjah effectuera son retour à la compétition le samedi 31 août, en déplacement face à Al Shahaniya, lors de la 2^e journée. L'unique buteur de la

finale de la CAN-2019 remportée par l'équipe nationale en Egypte aux dépens du Sénégal (1-0), avait rejoint Al Saad en 2015 en provenance de l'ES Sahel (Ligue 1 - Tunisie) pour un contrat de 3 ans, avait prolongé à deux reprises son bail avec son club, la 1^{re} fois en mai 2017 jusqu'en 2021 et la seconde le 28 décembre 2018 pour 3 ans supplémentaires, soit jusqu'en 2024. Le championnat du Qatar verra la présence cette saison de plusieurs internationaux algériens qui viennent de rejoindre ce pays du Golfe à savoir Guedioura et Hanni (Al Gharafa), Brahimi (Al Rayyan).

ES Tunis

Belaïli débute la préparation

L'international algérien, Youcef Belaïli, a retrouvé le chemin des entraînements avec son équipe de l'Espérance de Tunis le 20 août 2019. Le champion d'Afrique de 27 ans a été chaleureusement accueilli par ses coéquipiers en club après le succès en compétition africaine. Il avait été autorisé à prolonger, sa période de repos de quelques jours, pour des raisons familiales. L'ancien attaquant de l'USM Alger suivra un programme spécifique, il compte plusieurs semaines de préparation de retard sur l'effectif de Mouine Chaâbani. Youcef Belaïli n'évoluera très certainement pas à l'Espérance, cette saison. Il serait actuellement en contact avec plusieurs clubs étrangers.

RMC Sport

Ounas proche de Lille ?

La direction du LOSC serait en train de négocier avec les responsables du Napoli au sujet d'un transfert de l'international algérien, Adam Ounas, lors de ce mercato d'été selon les informations de RMC Sport. Les dirigeants du club lillois n'ont donc pas lâché l'affaire pour l'ancien milieu de terrain offensif des Girondins de Bordeaux, ce dernier pourrait arriver en prêt avec option d'achat. Toutefois, la direction de l'OGC Nice serait aussi très avancée dans ce dossier. Les discussions entre les parties concernées auraient débuté depuis un bon moment. Les responsables du club italiens viennent d'officialiser l'arrivée de l'attaquant mexicain, Hirving Lozano. Un transfert d'Adam Ounas en direction de la Ligue 1 française est donc devenu plus que probable en cette fin de mercato.

«Midi-libre»

Nîmes n'a pas abandonné la piste Boudaoui

Selon *Midi libre*, le club de Nîmes olympique où évolue l'international algérien Zinedine Ferhat est toujours intéressé par le milieu de terrain du Paradou AC, Hicham Boudaoui (19 ans). En effet, selon le quotidien régional, le Nîmes Olympique est à la recherche d'un bon milieu de terrain avant la fin du mercato début septembre et le profil de Boudaoui intéresse les Nîmois qui espèrent renouer les contacts avec les responsables du PAC pour tenter d'enrôler l'international algérien. Pour l'instant, l'Algérien est trop cher pour le club gardois. Il y a aussi la piste du LOSC qui est d'actualité pour le champion d'Afrique; tout devrait se jouer maintenant dans les 15 prochains jours et la fermeture du mercato en Europe.

Météo	Alger	Oran	Constantine	Adrar	Tamanrasset
Min Max	20°/29°	22°/28°	20°/34°	29°/47°	22°/36°
Horaires des prières	El Fadjr	El Dohr	El Aasr	El Maghreb	El Icha
Alger	04:33	12:52	16:35	19:34	21:01

Cour suprême

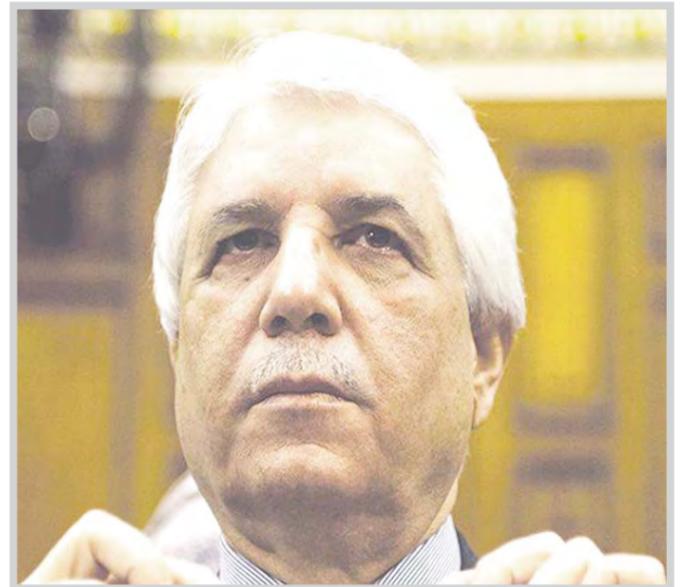
Tayeb Louh rattrapé par la justice

Tayeb Louh, ancien ministre de la Justice, est convoqué ce jour, pour être entendu par le conseiller instructeur près la Cour suprême.

L'ancien ministre de la Justice qui a fait l'objet d'une interdiction de sortie du territoire est poursuivi pour des «faits à caractère pénal relatifs à la corruption», selon un communiqué publié le 23 juillet dernier par le procureur de la République près le tribunal de Sidi M'hamed. Le communiqué indique que l'Office central de répression de la corruption (OCRC) a été chargé d'ouvrir une enquête préliminaire à l'encontre de l'ex-ministre de la Justice, pour des faits à caractère pénal relatifs à la corruption. Son audition aujourd'hui pourrait se terminer, comme ce fut le cas d'autres ministres, par un placement sous

mandat dépôt. Ministre du Travail depuis 2002, puis ministre de la Justice et garde des Sceaux, du 11 septembre 2013 au 31 mars 2019 (Bouteflika a démissionné le 2 avril et a changé le gouvernement la veille de son départ), Tayeb Louh, qui a été également, président du Syndicat national des magistrats (SNM) se retrouve face aux juges. La carrière de Tayeb Louh qui risque de se terminer comme pour d'autres figures du régime par la case prison d'El Harrach à la suite de l'intrusion massive des Algériens sur la scène publique depuis le 22 février 2019 est un cas «exemplaire» du parcours des apparatchiks ambitieux sous le régime algérien.

T. M.



Accidents de la route

74 morts et 271 blessés durant la semaine dernière



Soixante-quatorze personnes ont trouvé la mort et 271 autres ont été blessées dans 179 accidents de la route survenus entre le 13 et 19 août à l'échelle nationale, selon un bilan de la Gendarmerie nationale.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Bouira avec 16 accidents, suivie de Médéa (12 accidents), Boumerdès (11 accidents), Alger (8 accidents) et Blida (7 accidents).

Le facteur humain demeure la principale cause de ces accidents, en raison de l'excès de vitesse, l'insouciance des piétons, l'état des véhicules et des routes et l'environnement, selon la même source.

Hadj-2019

22 pèlerins algériens décédés depuis le début du Hadj 2019

Un nouveau décès a été enregistré hier parmi les pèlerins algériens aux Lieux Saints, portant le nombre total de décès depuis le début du Hadj-2019 à 22, a indiqué le chef de la Mission médicale. Il s'agit de Boutadjine Fatma-Zohra, née le 22 novembre 1957 à El Biar et résidant dans la commune de Chéraga dans la wilaya d'Alger, décédée à l'hôpital «Ennour» à La Mecque, a précisé le Dr Mahmoud Dahmane, ajoutant que la défunte souffrait d'un cancer du sein métastatique. Par ailleurs, 17 pèlerins algériens sont toujours hospitalisés en Arabie saoudite.

Jijel

Une unité clandestine de transformation de liège démantelée à Chekfa

Une unité clandestine de transformation de liège a été découverte et démantelée par les éléments de la Conservation des forêts dans la localité d'Oued Saâyoud, dans la commune de Chekfa (27 km à l'Est de Jijel), a-t-on appris, ce mercredi, du directeur de ce secteur. Une quantité de liège exploité dans la production, ainsi que 20 grands sacs de poussière de liège et deux machines utilisées dans la transformation de cette matière ont été confisqués au cours de l'opération de perquisition de cette unité clandestine. Agissant sur la base d'informations faisant état d'une activité illicite d'exploitation de liège, les services des forêts de la wilaya de Jijel ont pu, dans le cadre de leurs activités de contrôle et des sorties sur le terrain, démanteler cette unité clandestine.

Un dossier pénal de cette affaire a été élaboré et déféré devant le procureur de la République près le tribunal de la commune de Taher en vue de prendre les mesures judiciaires nécessaires.

Tunisie

Youssef Chahed renonce à sa nationalité française pour se porter candidat à la présidentielle

Le chef du gouvernement tunisien Youssef Chahed, l'un des principaux candidats à la présidentielle anticipée prévue le 15 septembre, a annoncé, ce mardi, avoir renoncé à la nationalité française avant le dépôt de sa candidature, comme le demande la Constitution. «Comme des centaines de milliers de Tunisiens qui ont résidé et travaillé à l'étranger j'avais une deuxième nationalité», a écrit Youssef Chahed sur sa page Facebook, précisant qu'il avait présenté une demande pour y renoncer avant le dépôt de sa candidature à la présidentielle. Youssef

Chahed a appelé les autres candidats possédant une autre nationalité à effectuer «la même procédure». L'article 74 de la Constitution stipule que si le candidat à la présidentielle «est titulaire d'une autre nationalité que la nationalité tunisienne, il doit présenter dans le dossier de candidature un engagement stipulant l'abandon de l'autre nationalité à l'annonce de son élection en tant que président de la République».

Devenu en 2016, à 40 ans, le plus jeune Premier ministre de la Tunisie, Youssef Chahed a été nommé par le président défunt Mohamed Béji Caïd Essebsi

pour succéder à Habib Essid. Le premier tour de l'élection présidentielle aura lieu le 15 septembre. Prévue en fin d'année, cette élection a été avancée à la suite du décès de Béji Caïd Essebsi, qui, en 2014, a été le premier président démocratiquement élu au suffrage universel de l'histoire moderne de la Tunisie. 26 candidatures, dont celle de Youssef Chahed, ont été validées et 71 écartées, au terme d'un examen préliminaire des dossiers, a annoncé le 14 août l'Instance chargée des élections en Tunisie (Isie). La liste finale sera publiée le 31 août.



Exclusif !
Concert de **SOOLKING**
en streaming le 22 août



Téléchargez Hashta SOOLKING

ooredoo | **ONDA**

عيش الإنترنت | **DISPONIBLE SUR Google Play**

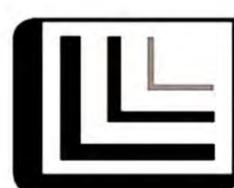
Ooredoo Partenaire majeur du concert événement de Soolking

Ooredoo poursuit son engagement citoyen dans la promotion de l'art et de la musique algérienne et accompagne, en tant que partenaire majeur et sponsor platinum, le premier spectacle en Algérie du rappeur Soolking, qui se produira ce jeudi soir 22 août 2019 au stade du 20-Août à Alger. Organisé par l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (ONDA), ce concert très attendu par des milliers de fans du célèbre rappeur algérien, est l'évènement artistique phare de cette saison estivale 2019. En prévision de ce grand concert, Ooredoo lance pour les fans du chanteur l'application Hashta Soolking. Disponible sur l'offre Hashta, cette application va

permettre aux jeunes de visionner le live du concert en exclusivité et en streaming sur leur téléphone portable. Totalement dédiée aux jeunes, l'offre Hashta continue de surprendre ses clients avec plein de nouveautés exclusives et inédites. Pour rappel, Ooredoo a sponsorisé dans le cadre de son partenariat avec l'ONDA, de grands événements musicaux en Algérie, notamment les concerts du roi du raï Cheb Khaled et du Chantre de la musique kabyle Idir. En s'associant à cet important évènement musical, Ooredoo réaffirme sa volonté de partager avec les Algériens des moments de joie et de fête.



www.lechodalgerie-dz.com

 **L'ÉCHO**
D'ALGERIE

INFORMER ET PENSER LIBREMENT

Quotidien National d'Information

**Pour votre publicité ou vos annonces,
veuillez contacter notre département
marketing - commercial**

Contactez :

Tél-Fax : 023 54 23 04

E-mail : echodalgerie@gmail.com

www.lechodalgerie-dz.com

